

EUROPE AMERIQUE

IMAGES, ENQUETES ET REPORTAGES

REVUE HEBDOMADAIRE
10 JUILLET 1947 - No 108

12, RUE DES PRINCES - BRUXELLES

BELGIQUE 7 FR5
SUISSE 0,75 FR5

za Partigiana

DANS CE NUMERO

LES MÉMOIRES DE DE FARINACCI

QUI FUT

SECRÉTAIRE DU PARTI FASCISTE
MEMBRE DU GRAND CONSEIL
MINISTRE DE MUSSOLINI

UN PARTISAN ITALIEN

LE « COMPILOT ».

« Quelle bonne fortune pour le Gouvernement Français que ce complot et comme il tombe au bon moment. »
« Daily Telegraph », Londres.

On ne peut s'empêcher, à la lecture des journaux français à tendance communiste et socialiste, d'être frappé par la manière dont ils exploitent, à des fins purement partisans, le complot des néo-cagoullards contre la République.

Cette affaire qui, à la base, semble bien n'être qu'une « combine » policière du type le plus classique. L'appartenance à la Sécurité Nationale des principaux agents de liaison des conjurés est le secret de polichinelle - semble devoir servir de prétexte à l'annihilation complète des cadres de toute l'ancienne Résistance de droite, celle des réseaux de renseignements.

Les noms les plus prestigieux - Colonel Rémy, Général de Larminal, Général Merson, Général Kœnig, Général Bethouard, Comte de Mervels, et bien d'autres - sont mêlés à plaisir et parfois sans raison à ceux de conspirateurs d'opérette, de Vichysois plus ou moins collabos, et d'indicateurs de police.

M. Depreux, Ministre de l'Intérieur, socialiste bolchevisant, fait d'une pierre deux coups : non seulement il distrait l'attention de l'opinion publique française à un moment où le Gouvernement est en mauvaise posture, mais encore il élimine et discrédite la fraction la plus redoutable de ses adversaires politiques.

Nous reviendrons prochainement sur cette très curieuse manœuvre.

LE DESSOUS DES CARTES

PARIS : *Le sort que l'on nous fait...*

Lorsque le général Marshall prononça son discours de Harvard, il neigeait à Moscou. Ce rude adieu de l'hiver désormais historique de 1946-47 fut une réminiscence pour beaucoup de Russes. Huit jours plus tard, lorsque les Moscovites privilégiés partirent, avec les premières chaleurs, pour les plages de Khimki ou d'autres lieux de plaisance situés aux abords de la capitale, personne n'avait oublié combien la guerre était encore proche; il suffisait pour s'en apercevoir de contempler les destructions et de songer aux difficultés que soulevait la reconstruction.

A peu près au même moment, la presse soviétique salua, en des termes où les accès de lyrisme voisinaient avec les exhortations les plus impérieuses, le début de la grande moisson d'été en Asie centrale et dans les républiques méridionales. Cette année, les éléments auront fa-

vorisé à l'extrême les différentes cultures. De leur côté, les autorités ont procédé à une véritable mobilisation — le mot n'est pas trop fort — en vue d'obtenir les résultats maxima dans la culture des céréales. Or, ces efforts, joints aux circonstances atmosphériques semblent avoir rendu à l'agriculture soviétique son ancienne prospérité. De fait, l'on se réjouit bruyamment à Moscou de cette bonne nouvelle, et les héros du jour sont à présent les stakhanovistes de la récolte, dont les exploits défrayent la chronique. On fait également valoir que si les quantités de grains sont en excédent sur les besoins estimés, l'U.R.S.S. pourra reprendre son rôle de grande puissance agricole. Le blé soviétique serait à nouveau exporté, contribuant ainsi au renforcement de la balance commerciale de l'U.R.S.S. et au raffermissement de son influence politique.



Ci-dessus : M. Molotov descend, une fois de plus, de son avion à Orly, près de Paris.

Ci-contre : Un déjeuner chez M. Vincent Auriol, au Palais de l'Élysée : le président de la République fraternise avec le commissaire du Peuple, par l'entremise de l'interprète soviétique...



Ces signes ont coïncidé avec ce que l'on nomme le « plan », et qui serait peut-être mieux intitulé l'« hypothèse » Marshall. En somme, une rencontre de ce genre était précisément ce qu'il fallait souhaiter, une circonstance de choix. Tandis que les besoins du rééquipement industriel de l'U.R.S.S., dépendant en grandes parties des importations, demeurent aussi variés qu'étendus, l'économie soviétique se voit pourvue d'un produit qui lui assure les débouchés qu'elle désire sur les marchés mondiaux. Que conclure, sinon que l'on a dû étudier, ces temps derniers, au Kremlin, les formules les plus séduisantes d'une « coopération » économique plus substantielle avec l'Ouest ?

♦♦

Avant la crise de 1939, la Russie consacrait son attention et ses efforts à ses plans quinquennaux. Pour compenser l'activité du Kremlin, elle entretenait avec les nations occidentales des relations marquées d'une bonoite cordialité. Elle participait gravement aux « travaux » de la S.D.N. Quand Molotov relayait Litvinov, elle poursuivait avec d'autres... moyens l'objectif limité de sa

(Suite page 28).



LES MÉMOIRES DE FARINACCI

QUI FUT SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI FASCISTE MEMBRE DU GRAND CONSEIL MINISTRE DE MUSSOLINI

Roberto Farinacci naquit à Isornia le 16 octobre 1890. Il était issu d'une modeste famille bourgeoise et se borna à fréquenter l'école primaire avant de choisir un métier. Après quelques années il abandonne sa carrière d'employé à l'administration de la société nationale des chemins de fer italiens, et, vivant misérablement, il se met à étudier le droit. Déjà, la politique l'intéresse, et un sentiment de révolte contre l'incompétence de ceux qui dirigent l'Italie le pousse à se mêler aux luttes du forum.

En 1914, il est correspondant du journal socialiste La Squilla où il plaide ardemment en faveur de la participation de l'Italie au conflit. Quand, en 1915, l'Italie déclare la guerre, Farinacci s'engage comme volontaire dans le corps des marconistes du génie.

En 1919, la guerre finie, et l'Italie bernée comme on sait par les puissances occidentales, on retrouve Farinacci à la tête du mouvement anti-communiste de la péninsule. La même année, il assiste à la réunion du Palazzo Belgiojoso où Mussolini fonde son nouveau parti. Farinacci reçoit pour mission de réaliser l'unification des groupes fascistes de Crémone dans la lutte contre les socialistes, les communistes, et le parti populaire chrétien. En 1922, en récompense de son activité, il est appelé à organiser la marche sur Rome. A ce moment, les traits de Farinacci sont déjà fixés. C'est un homme de taille moyenne, à cheveux noirs, au visage énergique, vêtu avec soin, et dont la lèvre supérieure s'adonne d'une petite moustache. Dès 1921, les suffrages du peuple italien l'ont appelé à la Chambre, mais son élection sera annulée, de même que celle de nombreux députés fascistes qui n'ont pas encore atteint l'âge minimum requis par la loi. En 1924 il est réélu, et, le 12 février 1925, il est nommé secrétaire général du Parti Fasciste.

Approved For Release 2006/02/01 : CIA-RDP83-00415R000400010043-8

Approved For Release 2006/02/01 : CIA-RDP83-00415R000400010043-8

Cl-contre : Ciano et Farinacci. Les mémoires de Farinacci, dont nous commençons aujourd'hui la publication, complètent fort heureusement les carnets de Ciano dont nos lecteurs eurent jadis la primeur dans nos colonnes.

L'année pendant laquelle il exerce les fonctions de secrétaire du parti est une année cruciale pour le destin du fascisme. C'est à cette époque en effet que Matteoti fut assassiné, et Farinacci travailla jour et nuit à maintenir l'unité du parti fasciste au moment où les troubles menaçaient d'y provoquer une scission.

En 1926, lors du procès de Chieti, au cours duquel furent condamnés les assassins supposés de Matteoti, c'est Farinacci qui défend les accusés. Peu après, il abandonne la politique et s'établit avocat. On prétend que son poste de secrétaire du Parti lui fut enlevé par le Duce, que son influence inquiétait, mais la chose n'est pas prouvée. Quoi qu'il en soit, Farinacci n'occupera plus jamais de poste de direction au sein du parti, bien que Mussolini l'ait nommé plus tard ministre sans portefeuille et membre du Grand Conseil Fasciste.

Au cours de la campagne d'Ethiopie, Farinacci s'engage à nouveau comme volontaire, mais, cette fois, dans l'aviation. Il y perdra la main droite à la suite de l'explosion d'une grenade et c'est ce qui le fera réformer au cours du deuxième conflit mondial, car, une fois de plus, il

s'engage volontairement dans la guerre de l'Italie.

..

Pendant tout le conflit, Farinacci témoignera à Hitler et à l'Allemagne nazie une admiration profonde et lucide, car il sait bien que sans l'aide du partenaire de l'Axe, l'Italie serait impuissante. Admiration dépourvue de servilité, au demeurant : très attaché à son pays, et fasciste jusqu'au fond de l'âme, Farinacci estimait qu'il n'y avait pas de salut en dehors de la victoire allemande. Comme, d'autre part, il croyait fermement à cette victoire, il soutenait qu'il fallait que l'Italie s'imposât au respect de l'Allemagne par son courage et par sa fidélité. C'était, à ses yeux, le seul moyen de se maintenir sur un pied d'égalité avec le Reich victorieux, une fois signée la paix.

En 1943, lors de la chute de Mussolini, Farinacci s'enfuit en Allemagne où Hitler lui propose de créer la nouvelle république fasciste. Mais il refuse, par fidélité pour Mussolini qu'il continue d'aimer et de considérer comme le seul et unique chef du fascisme et de l'Italie, et bien qu'il se rendit compte des erreurs commises par le Duce.

Lorsque Mussolini eut été libéré par les parachutistes allemands, il s'entretint longuement avec Hitler et commença par refuser avec obstination de prendre le pouvoir en Italie du nord. Outré de ce qu'il considérait comme une véritable lâcheté,

se retira à Crémone où il travailla à compléter ses carnets.

Mais la guerre touche à sa fin. En 1945, Farinacci se joint à une colonne allemande qui bat en retraite en direction de la Suisse. Au cours de cette randonnée, la colonne sera attaquée par des partisans. Isolé dans sa voiture, Farinacci ordonne à son chauffeur de foncer. Mais les assaillants tirent, tuant le chauffeur et un compagnon de voyage. Seul rescapé, Farinacci est jugé sommairement et exécuté le même jour sur la grand-place d'un village de montagne.

..

Ajoutons simplement que les mémoires de Farinacci, qui portent sur la période qui s'étend entre le 20 juin 1943 et le 18 septembre de la même année, complètent heureusement les carnets de Ciano dont Europe-Amérique eut, jadis, la primeur, et auxquels ils ne sont nullement inférieurs. Pleins de verve, pleins de révélations qui jettent une curieuse lumière sur les activités des « anti-fascistes » de l'Italie d'aujourd'hui, ils sont l'œuvre d'un homme qui n'épargne rien ni personne, et qui ne mâche pas ses mots. Nous ne doutons pas que nos lecteurs prendront, à les lire, un plaisir soutenu.

Et nous ne désespérons pas d'ajouter, quelque jour, à ce diptyque, un troisième volet où serait relatée l'histoire de la république nationale fasciste.

PRELUDES A UN COMLOT

20 juin 1943.

Cavallero est venu dîner chez moi. Las, nerveux, il m'avoue que l'évolution des événements militaires lui cause de grands soucis. Quant à la nomination de Guzzoni au poste de Commandant en chef des troupes de Sicile, il ne considère pas que ce soit une solution.

Je n'ai, personnellement, aucune antipathie à l'égard de Guzzoni, mais je me range volontiers à l'avis de Cavallero : Guzzoni est un individu faible et indigne de confiance.

Cavallero pense que si les Alliés débarquent vers la mi-août, soit en Sicile, soit en Sardaigne, Guzzoni ne jouera pas toutes ses cartes et qu'il laissera les mains libres à la « clique de traîtres » — expression même de Cavallero pour désigner les amis de Badoglio et d'Ambrosio.

« J'estime », ai-je répondu, « que les Anglo-Saxons peuvent être prêts bien avant cette date — vers la mi-juillet par exemple ». Toutefois, même en tenant compte des éléments antifascistes qui noyaient le Haut-commandement, je ne puis m'ima-

giner qu'un groupe soit assez abject pour déposer les armes devant l'envahisseur dans le seul but de mettre fin à la guerre.

C'est à ce propos que je cite à Cavallero ma longue conversation de l'autre jour avec le secrétaire général du Parti : il faut mener une intense propagande nationale pour la défense du sol sacré de la Patrie. J'ai du reste appris que Muti est arrivé à Rome avec l'intention de proposer exactement les mêmes mesures au Duce.

Mais Cavallero se refuse à croire à l'esprit patriotique de l'état-major général : « Prenez Roatta », me dit-il, « c'est l'un de nos chefs les plus doués. Et cependant, n'a-t-il pas lancé en Sicile une proclamation qui n'est rien d'autre qu'un véritable acte de sabotage ? Les Siciliens y sont moralement séparés de nous et l'on n'hésite pas à y déclarer qu'Italiens et Allemands se sont précipités au secours des insulaires... exactement comme si ces mêmes insulaires étaient des Hottentots au lieu d'être des Italiens ».

« Un acte de ce genre, à la veille d'une invasion, ne constitue-t-il pas, par ses répercussions morales, un crime de haute trahison ? »

« Mais, heureusement », ajoutait-il, « les Allemands sont sur place et ils ne se laisseront pas prendre par surprise ».

« Ils sont peu nombreux », dis-je.

« Deux ou trois divisions », confirme Cavallero. « y compris la *Flack* (1) mais elles en valent dix ». Puis, comme s'il regrettait cet élan d'enthousiasme si rare chez lui, lentement, il ajoute : « Bien entendu, si nous devons perdre la guerre, le grand responsable serait Hitler. Jamais, il n'a voulu comprendre que la Grande-Bretagne était son ennemi n° 1, et qu'il était indispensable de la priver de son poumon méditerranéen, la blessant ainsi à mort en Afrique, de Casablanca à Gibraltar, de Malte à Suez et à Caïffa... »

(1) Batteries allemandes de défense contre avion.

22 juin.

J'ai vu Mussolini pendant dix minutes. Très troublé par les bombardements, il me dit avec simplicité : « L'Italie souffre énormément mais nous ne devons pas trop nous plaindre auprès des Allemands. Eux, plus ils souffrent, plus ils semblent tirer de leurs souffrances mêmes une immense force morale. Vous devriez lire le dernier rapport d'Alfieri (1) sur les bombardements de Berlin et de Cassel. Si la description des dégâts est impressionnante, je trouve que le calme héroïsme de la population est plus grandiose encore. Nous, en Italie — et ceci m'étonne — nous n'avons que Naples qui supporte les coups de l'ennemi avec autant de cran ».

Je lui ai demandé si l'invasion le préoccupait. Il me montra les rapports d'Ambrosio et de Roatta : ceux-ci ne sont pas seulement rassurants; ils considèrent nettement cette bataille comme l'opération défensive la plus réussie de la guerre, quelque chose dans le genre de la bataille de la Piave. Selon ces généraux, les côtes siciliennes verront la fin des espoirs anglo-saxons de dominer la Méditerranée centrale.

Je demande ensuite à Mussolini s'il est sûr de la valeur de ces assertions : « Certainement », me répondit-il avec un sourire, puis il ajoute : « Il est difficile d'être chef de l'Etat en Italie, surtout en temps de guerre; en fait, si j'agis de ma propre initiative, on m'accuse de vouloir faire tous les métiers et de me mêler de questions purement techniques. Si, au contraire, je crois aux techniciens et me fie à eux — les chefs militaires n'ont-ils pas, eux aussi, leurs responsabilités — on me reproche de ne plus être le même, de ne plus agir par intuition et de ma propre initiative. Dès lors, que faire ? »

Je profite de cette occasion pour lui rappeler les paroles de Cavallero et mes anciens conflits avec l'état-major général, puis je lui dis : « L'ennui est qu'il existe de bons techniciens, voire des techniciens intelligents, très intelligents, mais pas toujours loyaux ».

« Cher Farinacci, tu vois de la trahison partout, toi. Tu devrais te guérir de cette manie de la persécution. Je sais aussi que tu n'as jamais pu souffrir Roatta depuis l'époque où je t'ai envoyé en Espagne, après Guadaljara ».

En partant, je ne puis m'empêcher de penser que depuis vingt-quatre ans le Chef me reproche de découvrir des trahisons. Je suis seul à savoir combien j'ai raison.

(1) Ambassadeur d'Italie en Allemagne.



LE COMLOT SE PRECISE. 27 juin.

Tôt ce matin, Mori me téléphone. Il a des choses urgentes à me dire et, à 8 h., il arrive chez moi accompagné d'un général de corps d'Armée, homme de valeur qui occupe un poste important dans les Balkans. Le général est au courant d'un autre complot destiné à renverser le fascisme et à rétablir le prestige de la monarchie. Je demande des noms. Il hésite. J'insiste. Il cite ceux de Grandi, Badoglio, Acquarone, Ambrosio. Je le crois sans douter un instant : les trois premiers ont d'obscures natures; quant au quatrième, c'est une girouette. Je demande la voiture et, en attendant, je téléphone au Palazzo Venezia.

Le Duce nous accueille, le général et moi, en souriant : « Quoi de neuf ? » nous demande-t-il. Je connais les innombrables ennuis du Chef et, le voyant si calme, l'enthousiasme de jadis se réveille en moi. Je lui expose les faits. Il écoute, taciturne. Le général donne des preuves de la conjuration. Il explique qu'Ambrosio, profitant de la maladie du Duce au mois de novembre dernier, a eu plusieurs entretiens avec ce fou décrépit de Bonomi, avec le Prince Umberto ainsi qu'avec Badoglio. Ils auraient discuté un plan qui prévoyait notam-

ment : l'éloignement de Mussolini, l'abdication du Roi, la succession du Prince, le pouvoir gouvernemental à Badoglio ou à Bonomi, la séparation graduelle avec le national-socialisme et, enfin, comme conséquence ultime, la suppression du fascisme en Italie.

Mussolini est pensif. Je crois qu'il en a assez et que, cette fois, il s'occupera de la question avec énergie. Je lui répète à nouveau que nous devons empêcher pareille trahison de la part du pays. En ce moment, la fin du fascisme, c'est la fin de l'Europe et de son indépendance.

Mussolini est pensif. Je crois qu'il en a assez et que, cette fois, il s'occupera de la question avec énergie. Je lui répète à nouveau que nous devons empêcher pareille trahison de la part du pays. En ce moment, la fin du fascisme, c'est la fin de l'Europe et de son indépendance.

Tout à coup, il nous dit : « C'est parfait. Je vous remercie. Je vais y réfléchir. Mais, sincèrement, je ne peux même pas supposer qu'un seul Italien fasse défaut en un moment aussi crucial. Comment le peuple italien, ce peuple dont j'ai fait la grandeur, consentirait-il à m'abandonner, précisément en une période où sa défection pourrait lui coûter la vie et la liberté ? Je ne vous en remercie pas moins et vous tiendrai au courant. »

Lorsque, après l'entretien, le général et moi quittons la pièce, Mori nous interroge. Je me tais. Le

néral tourne alors ses yeux vers le monument d'Emmanuel II et vers le Soldat Inconnu puis : « Pour défendre *Cela*, je pars demain en Croatie. Vous, Excellence, vous devez rester ici. Lutte, je vous en prie, luttiez pour nous tous... Qui sait si nous nous reverrons jamais? »

**PUISQUE L'ALLEMAGNE
VA GAGNER LA GUERRE...**

28 juin.

Jusqu'à 3 h. du matin, j'ai arpenté mon bureau. L'entrevue d'hier me tourmentait. A présent, il me semble que, si Mussolini n'agit pas, notre allié doit du moins être prévenu. Par principe, j'ai horreur de recourir aux Allemands pour des questions de détail. Ce sont de grands soldats mais, en tant que politiciens,

Ci-dessous : « Ce fou décrépît de Bonomi »...

ils me font rire. Je n'ai du reste jamais compris pourquoi l'opinion antifasciste et la radio ennemie m'appellent le *gauleiter* d'Hitler. Ils ignorent sans doute que si je suis ouvertement pro-allemand, c'est dans un seul but : puisque l'Allemagne va gagner la guerre, nous devons essayer d'obtenir sa confiance et son respect, observer les clauses de l'Alliance, être fidèles à son principe et prêts à nous sacrifier pour le pays. Ne doivent-ils pas savoir que, si demain ils ne respectaient pas le pacte, nous serions prêts à mourir pour ce principe et pour ce pays, en combattant aux Alpes orientales comme nous le faisons aujourd'hui sur toutes les mers européennes contre les Anglais.

Je me sens plus calme parce que j'ai décidé de laisser 36 heures d'intervalle entre mon entrevue avec le

Duce et la conversation que je veux avoir avec von Mackensen.

Vers midi, je téléphone à Scorza, lequel est naturellement au courant de la situation. « Savez-vous quelque chose, dis-je ». « Rien », répond-il.

C'en est assez. On ne fera rien, pas même aujourd'hui. Mussolini est si faible que même dans un cas pareil, il ne parvient pas à prendre une décision.

Je téléphone à Dolmann et lui demande de me ménager un entretien avec l'ambassadeur demain matin.

29 juin.

Von Mackensen me reçoit à neuf heures. Je pénètre chez lui en compagnie de Dollmann et, tout en expliquant le motif de ma visite, je brosse un sombre tableau de l'avenir européen au cas où l'Allemagne assisterait indifférente à la chute de Mussolini.

Je précise d'ailleurs que, malgré les efforts désintéressés de Carlo Scorza, le P. N. F. (Parti National Fasciste) est loin d'être un édifice inébranlable, comme pourrait se l'imaginer quelque observateur étranger. En effet Starace l'a ruiné par une sorte d'inflation de recrues. J'ajoute que l'on doit faire comprendre à Mussolini la nécessité d'une épuration dans le parti : il ne s'agit pas de mener une action sanglante, mais d'accomplir un geste décisif en frappant, par la même occasion, une douzaine d'importants personnages qui compromettent les efforts des gens intègres et des combattants.

Pour ce qui est des Bottai, des Federzoni et d'autres encore, je déclare qu'il faut les éliminer de la scène politique car leur sympathie pour l'ennemi est trop flagrante. Quant à Buffarini, l'homme qui mit huit ans à détruire l'œuvre magnifique de Bocchini, il doit, lui aussi, être mis à l'écart. Je termine en disant qu'il est indispensable de chasser Ambrosio, de rappeler Cavellero, de placer Badoglio là où il ne pourra causer aucun tort, d'avoir un contrôle sur l'état-major et, enfin, de réveiller la Maison de Savoie.

Sans cela, c'est la fin.

Von Mackensen m'écoute, silencieux, rigide et imposant, ses deux grandes mains rivées à la table. A peine ai-je terminé, qu'il se lève, et me salue sur ces mots : « Je vous remercie, Excellence. Je vais immédiatement faire mon rapport au Führer et nous aviserons ».

Je ne suis pas content. Est-il possible que ces gens-là ne comprennent jamais la différence entre d'authentiques renseignements et de faux bruits ? Masi me racontait autrefois que, tout au début de la révolution française, Louis XVI perdit des dou-



raient permis non seulement de ne plus subir le faix d'un destin hostile mais de dominer ce destin. Et cependant, il ne fit rien; au contraire il s'arrangea toujours pour se créer d'autres soucis. Il est donc bien vrai que Dieu aveugle ceux dont Il veut la perte.

Très soucieux, je rentre chez moi et j'y trouve un mot de Cavallero. Il quitte Rome et ne reviendra sans doute que vers la mi-juillet. C'est du reste à la même époque que j'ai l'intention de réitérer mon attaque à la fois contre Mussolini et contre les Allemands.

LES TRENTE DENIERS DE JUDAS.

Masi me parle des chefs que les antifascistes de l'intérieur et ceux de l'étranger veulent donner à l'Italie en cas de chute du régime actuel. Il semble que l'on parle beaucoup de ce bon B..... (1). Je ne puis qu'en rire ! Quoi, ce vieillard cupide, ce satyre qui troussait les femmes de chambre n'a-t-il pas été au service de Bocchini des années durant et ne rapportait-il pas — contre rémunération bien entendu — des renseignements sur les intentions et les plans des partisans antifascistes ? Comment est-il possible que ce ver devienne le représentant des soi-disants martyrs sans tache de l'antifascisme ? Quant à ces derniers, ils sont, eux aussi, vraiment amusants. Un jour, je réunirai à leur sujet, sous forme de volume, des documents aussi intéressants que piquants. Et nombreux seront les Italiens naïfs qui resteront interloqués lorsqu'ils apprendront les grands services que ces célèbres messieurs — romantiques exilés en pays étrangers — ont rendus au fascisme ainsi qu'à leur portefeuille.

Je pense que peu échapperont. Depuis M..... lequel quitta l'Ovra pour travailler à la Gestapo jusqu'au fulminant N..... — un ancien Fasciste de Bologne — jusqu'à L..... et à ce bavard de C..... qui tous sont payés par la police italienne et qui s'espionnent les uns les autres.

Ce qui est révoltant chez les gens d'aussi vile espèce, c'est le peu de prix qu'ils exigent de leurs services. En somme : les fameuses trente pièces d'or de Judas. Je me souviens d'ailleurs d'un intéressant détail à cet égard : il y a quelques années, comme je ne voulais pas croire à pareille infamie, Bocchini me fit cadeau de quelques reçus signés par certaines grosses légumes de l'antifascisme. Je découvris entre autres la dénoncia-

(1) Dans ce chapitre, nous n'avons laissé subsister que les initiales des noms mentionnés dans le manuscrit de Farinacci. Nos lecteurs comprendront facilement les raisons de notre attitude qui est d'éviter de jeter inutilement le trouble dans les esprits. D'autant plus que les intéressés sont aujourd'hui de hautes personnalités de l'Italie d'après-guerre...

tion d'un photographe antifasciste qui avait l'intention de jeter des pamphlets de propagande sur la capitale. Pratiquement, le projet fut mis à exécution mais le pilote fut abattu par un de nos avions de chasse. L'homme qui l'avait vendu se contenta de... 100 lires.



Ci-dessus : Le comte Dino Grandi, l'une des têtes du complot contre Mussolini, avec Badoglio, Acquarone et Ambrosio.

CIANO ET LE VATICAN.
5 juillet.

Je rencontre Ciano au Palazzo Littorio et nous bavardons longuement sous la fenêtre du bureau de Scorza. J'éprouve une profonde amitié et une grande sympathie pour Ciano. C'est un homme alerte et très capable mais un peu faible et impressionnable. Il a d'ailleurs toujours craint les Allemands plus qu'il ne fallait, tout en n'osant pas résigner ses fonctions de représentant d'un gouvernement germanophile, de ministre des Affaires étrangères d'abord, et, maintenant d'ambassadeur au Vatican.

Il se donne l'air d'un homme qui sauvera le pays au dernier moment.

Compréhensif, généreux mais un peu hautain, il possède même une sorte de génie. Par principe, j'ai horreur des histoires de famille et cependant je crois que la dispute entre Edda et son père, dispute consécutive à l'influence grandissante de la Petacci sur le Duce, fut provoquée par le changement survenu chez Galeazzo. En Ethiopie, du temps qu'il combattait dans l'esca-

drone et de son père — en allait tout autrement...

Ciano me parle des réceptions sèches et glaciales au Vatican.

J'ai horreur de passer pour un mangeur de curé et un ennemi du Pape. Peu de gens savent d'ailleurs que tout en n'étant pas un catholique pratiquant, je suis un sincère et bon croyant. Mais j'estime que la religion ne doit pas être mêlée à la politique.

Le changement d'attitude de l'Eglise depuis la campagne d'Ethiopie est profond et sa position anti-italienne. Je crois que les relations entre le Vatican et l'Etat doivent, après la guerre, être radicalement modifiées.

Après le départ de Ciano, Scorza me parle d'une conversation longue et suspecte entre Grandi, Bottai et Albini. Il va faire une enquête et me donnera des renseignements précis à ce sujet. Ce sont sûrement trois individus des plus louches.

INTRIGUES A LA CHAMBRE.
7 juillet.

A la Chambre, je remarque Bastiani et Grandi en grande conversation mais, dès qu'ils m'aperçoivent, Bastiani se lève et ferme la porte.

En un aussi tragique moment, alors que le rideau se lève sur l'épilogue du drame, chaque indice devient prétexte à soupçons et à réflexions.

Entré pour voir Scorza, je lui parle de ma découverte et le trouve de mauvaise humeur.

« Dans trois jours, je saurai à quoi m'en tenir, me dit-il, mais nous parlerons de la chose ensemble avant de mettre le Duce au courant ».

9 juillet.

Mori m'a raconté que ce matin, à la séance de la Chambre, il a été approché par Albini et que ce dernier lui a tenu d'étranges propos : « Le Duce est submergé par trop de responsabilités et, s'il est vrai que le Roi complotte contre le fascisme, nous devons, pour l'associer à la guerre de l'Axe, retirer au Duce certaines de ses responsabilités et les attribuer au souverain ».

Et de préciser encore à Mori : « Vous devriez aider les vrais fascistes » — entendez Grandi, Bottai, Federzoni et Albini lui-même — et tâcher de convaincre Farinacci de mener, lui aussi, cette croisade qui rendra les plus grands services à la cause de la Révolution ».

Mori n'a pas répondu mais a laissé entendre qu'il me sonderait à ce sujet.

Je l'ai envoyé faire son rapport à Scorza.

(A suivre.)

Tous droits réservés.

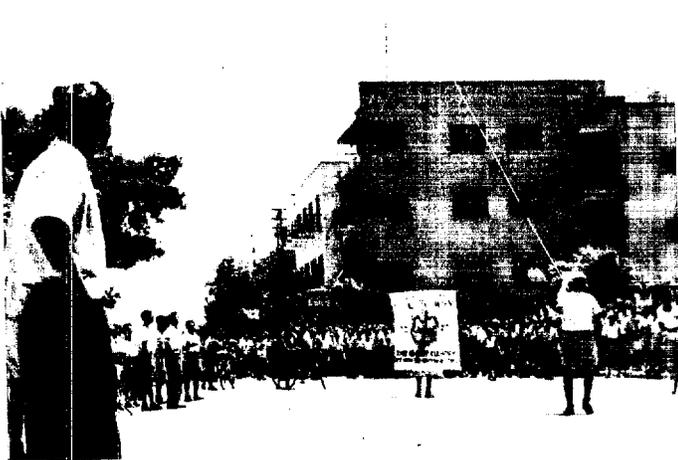


IMAGES

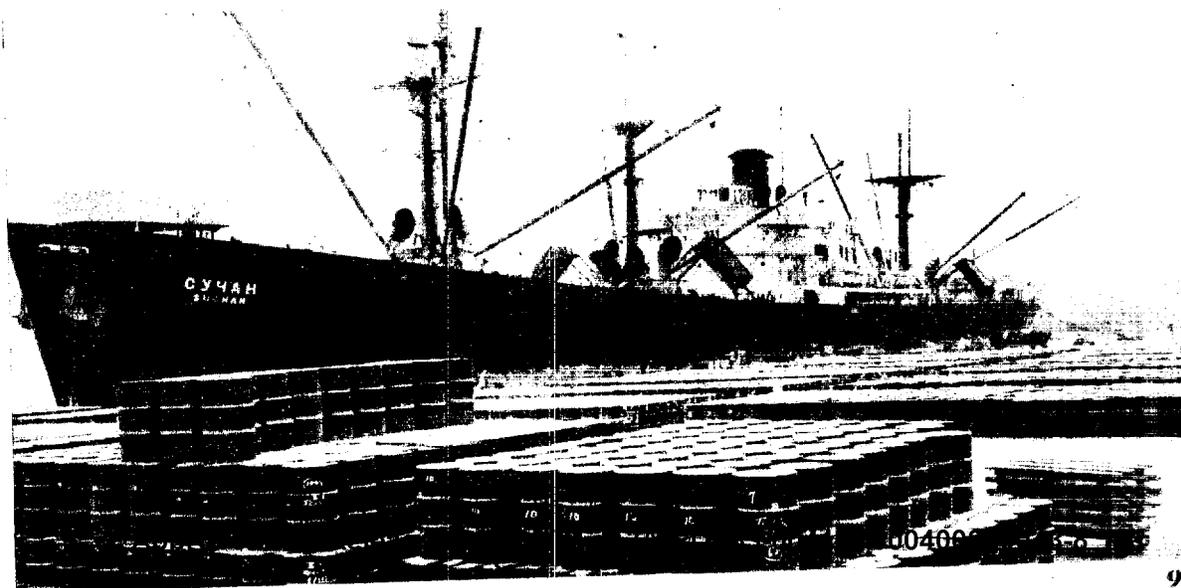
Ci-dessus : Mme Peron, gracieuse ambassadrice de l'Argentine en Europe, poursuit son voyage dans les grandes capitales. A Rome, elle a été reçue par le Gouvernement italien, puis par S.S. le Pape. On la voit ici, priant dans la Basilique de Saint-Pierre. Derrière elle, Mme Lagomarsino de Guardo, femme du président de la Chambre argentine et, à droite, M. Juan Duarte, frère de Mme Peron.



Ci-dessus : Maurice Chevalier et Marcelle Derrien, principaux interprètes du « Silence est d'Or » — grand prix du festival — parlent à la radio dès leur retour à Paris.
A droite : Des terroristes juifs masqués ont hissé sur un câble de tramway une pancarte invitant



les « envahisseurs anglais » à quitter la Palestine au plus tôt. La scène se passe à Tel Aviv, devant l'hôtel logeant les délégués de la Commission palestinienne...
Ci-dessous : C'est le 15 juillet que l'Amérique met l'embargo sur les carburants destinés à l'U. R. S. S. Voici un des trois derniers navires soviétiques chargeant à Long Beach (Californie).





SIXIÈME COLONNE

PAR
OSSIAN MATHIEU

Vous périrez, mon petit pigeon; nous ferons ce qu'il faut...

(Maxime Gorki : *Les Déchus.*)

David Dubinsky, président de l'Union Internationale des Ouvrières du Vêtement déclarait récemment : « Il n'est pas, dans la vie américaine, d'organisation qui n'ait été contaminée par le virus communiste... Les syndicats ont été l'objectif principal des staliniens... obéissant à une direction centralisée, ils se sont également infiltrés dans les Eglises, dans les institutions éducatives, dans les clubs de femmes, dans les groupements scientifiques, et, croyez-le ou ne le croyez pas, jusque dans les associations d'hommes d'affaires. »

Eh oui, et pour s'en convaincre, il n'est que d'évoquer le cas de Carl Aldo Marzani que la cour fédérale de Washington a récemment con-

damné pour son activité patriotique — il s'agit, bien entendu, de ce patriotisme que M. Léon Blum reprochait avant d'en lutiner les sirènes sous prétexte que l'anticommunisme conduit au fascisme.

Or donc, Carl Aldo Marzani, plus connu parmi ses pairs du parti coco sous le nom de Tony Whales, avait réussi, pendant la guerre, à entrer dans les réseaux de l'*Office of Strategic Services* — l'*Intelligence Service* américain — et à y occuper une position enviable. Au point que cet estimable personnage, dont le *top secret* était la pâture quotidienne, fut chargé, entre autres choses de l'organisation du raid Doolittle sur Tokio... La guerre finie, le *State Department* le récompensa de ses

bons et loyaux services en lui octroyant un poste de confiance aux appointements annuels de 7.715 dollars.

Et l'Américain moyen se demandait avec un étonnement mêlé d'inquiétude dans quelle mesure la tolérance de l'administration Roosevelt a permis aux staliniens plus ou moins camouflés de noyauter les organes directeurs de l'Etat...

Quand, en 1920, l'anticommunisme atteignit son zénith, fait remarquer la revue américaine *News week*, le parti entra dans la clandestinité. Depuis, il a changé de tactique. Bien sûr les crialleries et les meetings tapageurs par quoi fut célébrée la croisade des démocraties contre le nazisme, à dater du 21

Cl-contre : Carl Aldo Marzani — plus connu par les communistes sous le nom de Tony Whales — et sa femme Edith. Marzani réussit, pendant la guerre, à entrer dans les réseaux de l'« Office of Strategic Services » et à y occuper une position enviable. C'est lui notamment qui fut chargé de l'organisation du raid Doolittle sur Tokio...

juin 1941, ont cédé la place à une discrétion de bon aloi. En revanche, les staliniens font « donner » les sympathisants et les gogos du libéralisme qui n'ont jamais compris que la politique et la stratégie du parti communiste sont uniquement subordonnées aux intérêts soviétiques (*Newsweek* 2-6-47.)

Pour arriver au but, ils utilisent des associations diverses, aux activités apparemment innocentes et qu'ils camouflent en œuvres philanthropiques, ce qui leur permet d'attirer dans leur orbite de nombreux libéraux non-communistes et même des conservateurs invétérés.

Puis, sous couleur de remédier à l'une ou l'autre injustice sociale, ou d'œuvrer au bonheur de la communauté américaine et à la paix du monde, on transforme ces braves gens en apôtres d'une cause qu'ils ne connaissent même pas. Mieux encore, on fait appel au principe des vases communicants. Les libéraux que l'on a attirés dans une organisation communiste camouflée, on s'en fait des amis, et, grâce à leur influence, on s'introduit dans d'autres organisations, spécifiquement libérales celles-là, et, jusque-là, vierges de communistes, où l'on aura tôt fait de s'emparer des leviers de commande. C'est ainsi que fut « conquis » très pacifiquement l'*American Labor Party* de New-York, qui passa, à la faveur d'une infiltration imperceptible mais continue, sous la coupe du petit Kremlin. Aujourd'hui, les *commies* peuvent s'enorgueillir d'avoir, par le truchement de l'A.L.P., fait élire un de leurs amis au Congrès, le camarade Vito Marcantonio et deux échevins au Conseil de la ville de New-York, Michael Quill et Eugene Conolly, qui travaillent la main dans la main avec les deux élus directs de la liste communiste, les camarades Benjamin Davis et Robert Cacchione.

Pour rallier les amateurs de clubs jacobins, les cocos ont créé le Congrès des Droits civils, né des amours de l'*International Labor Defense*, qui fut longtemps un cheval de bataille des staliniens et que présidait Vito Marcantonio, déjà nommé, et de la Fédération nationale pour les Libertés constitutionnelles, fondée par les cocos après qu'ils eussent été exclus de l'*American Civil Liberties Union*. Ajoutons que l'essentiel de l'activité de ce Congrès des Droits civils a consisté, jusqu'à présent, à prendre la défense de l'agent soviétique Gerhart Eisler.

Les hommes de main et la pègre internationale trouvent refuge dans un Comité de réfugiés antifascistes qui s'est, lui aussi, principalement employé à servir la cause sacrée du curieux « réfugié » Gerhart Eisler, ex-n° 1 du parti, et d'autres exilés chargés de missions très spéciales.

Pour les intellectuels à la noix, férus d'art et de culture (soit dit par antiphrase) soviétiques, le Conseil National d'Amitié américano-soviétique constitue un dépotoir idéal. Lorsque la Russie fut entrée, par la grâce de la *Wehrmacht* dans le camp des « bons », on vit affluer au Conseil National les affiliations les plus hilarantes (exactement comme, chez nous, on a pu,

au lendemain de la Libération, voir défilé aux séances organisées par les amitiés belgo-soviétiques, d'authentiques princesses russes en exil, côtoyant les généraux massacreurs de leurs pères, des sculpteurs-marchands de pinard, des millionnaires du marché noir et des patriciens de robe, le tout acclamant à s'en fendre la mâchoire les moustaches du père Joseph), celles des sénateurs Capper et Saltonstall, celle du juge Hand, celle de Harold Ickes. Depuis, il est vrai, ces amateurs de sensations fortes ont quitté le Conseil National qui ne cesse d'attaquer le *State Department* et le plan Baruch. Mais d'autres demeurèrent et continuent de défendre l'amitié américano-soviétique avec une conviction de néophytes et ces visages de trop-bien-nourris qui seront si décoratifs au bout des piques dont les maîtres occultes de leur bien-aimé Comité leur réservent, par une délicate attention, la virginité trempée.

ALMA MATER.

Mais il n'est pas que les organisations politiques et philanthropiques. C'est évidemment sur des esprits dont la maturité est insuffisante, et chez les jeunes hommes révoltés contre une société où règnent l'iniquité et la turpitude que la propagande et la doctrine communistes peuvent exercer l'influence la plus profonde. L'enseignement américain, avec sa façon de produire des avocats et des médecins comme du corned-beef, sa négligence des problèmes spirituels et moraux et le déséquilibre qu'il favorise en se préoccupant plus des corps que des caractères — sans compter l'hypocrisie qu'il engendre dans les rapports humains en négligeant l'éducation sexuelle — est une véritable usine à désaxés et à refoulés de toute espèce. Ces garçons et ces filles à qui nul ne se soucie d'apporter la solution des problèmes de leur âge, qui n'ont d'autre but que de gagner le plus d'argent possible et le plus rapidement possible, et pour qui l'échelle des valeurs s'identifie à l'étalon-dollar, ces garçons pour lesquels il n'est d'autre ambition que de devenir les rois du bouton de culotte ou du rasoir mécanique, qui ne connaissent d'autre état de grâce que l'abrutissement dans l'alcool, la drogue ou le jazz, sont, pour les staliniens des proies faciles. La doctrine communiste est tout de même autrement séduisante et autrement intelligente que les dix commandements du parfait Américain...

Et voilà pourquoi prospèrent dans de nombreuses universités yankees, sans que les facultés s'y opposent, les organisations d'étudiants communistes. On évalue à plus de 65 le nombre de cellules de l'*American Youth for Democracy* (AYD) qui opèrent au sein des grandes écoles



Deux attitudes de l'ex-N° 1 du parti aux Etats-Unis, le Juif allemand « réfugié » Gerhart Eisler. La gracieuse personne qui l'accompagne est son avocate.



de l'Union, et certains observateurs estiment qu'il faudrait augmenter ce chiffre de beaucoup pour approcher de la vérité.

L'AYD est le front communiste étudiant par l'entremise duquel le parti communiste essaye d'embrasser les jeunes pour la défense et la diffusion des idées stalinienne. Cette organisation s'appelait naguère Ligue des Jeunes communistes, et proclamait publiquement son appartenance au Parti. Actuellement elle se conforme à la nouvelle tactique "ite" de front et vise simplement à rassembler « tous les éléments progressistes » au service de la démocratie. C'est du moins ce que prétendent ses dirigeants. Malheureusement cette magnanimité est controuvée par les faits. Quand, en 1943, la Ligue des Jeunes Communistes fut dissoute par son chef John Gates pour céder la place à l'AYD, le dit John Gates prononça un discours qui ne laisse subsister aucune équivoque : « Nous avons décidé de dissoudre la Ligue des Jeunes Communistes et de constituer l'AYD, non parce que nous avons l'intention d'abandonner l'idéologie marxiste, mais au contraire pour en augmenter l'influence. Le remplacement de la Ligue des Jeunes Communistes par l'*American Youth for Democracy* est un moyen de rassembler nos énergies de manière à renforcer le rôle du Parti Communiste en tant que conducteur des jeunes et à donner une impulsion plus vigoureuse au travail du Parti dans les rangs de la jeunesse ».

De même Léon Wolfsey, chef de l'AYD, déclara lors d'une autre réunion : « Je crois pouvoir affirmer que nous nous sommes rendus ici afin de dissiper des ombres et d'établir les principes uniques qui permettront de construire le parti communiste, de former la jeunesse à l'idéal de la démocratie et de constituer un mouvement de jeunesse. Nous atteindrons cet objectif si les communistes affiliés à l'AYD reconnaissent l'importance de leur travail et l'importance de l'AYD, qui est capable d'amener à notre parti des secteurs entiers de la jeunesse, et de les gagner au communisme de Lenine ».

Et voici pour ceux qui conserveraient encore l'ombre d'un doute. Il s'agit d'un paragraphe du rapport de clôture de l'assemblée de 1943 : « Le 7 octobre 1943, la Ligue des Jeunes Communistes a tenu dans la ville de New-York son Congrès national annuel. L'assemblée a officiellement dissous la Ligue des Jeunes Communistes et l'a immédiatement reconstituée sous l'appellation de *American Youth for Democracy*. »

Ce qui n'empêche ces messieurs, avec leur coutumière mauvaise foi, de hurler comme des écorchés lorsqu'on prétend que

organisation communiste, tout comme le sont d'ailleurs les centres de jeunesse créés par l'AYD sous prétexte de lutter contre la criminalité juvénile et, en réalité, afin de recruter des membres pour le parti, comme l'a démontré J. Edgar Hoover, chef du F.B.I.

L'ECOLE DES COCOS.

Lors de l'enquête menée par le Comité des activités anti-américaines à propos de l'espion soviétique Eisler, chef occulte du P.C. américain,



Ci-dessus : C'est grâce à l'appui de l'« American Labor Party » que le camarade Marcantonio put être élu au Congrès.

dont notre ami Jacques Lassere a relaté ici même les mésaventures, on entendit un témoignage édifiant.

Car les messieurs du petit Kremlin ne se contentent pas de repêcher une jeunesse que ses parents et ses éducateurs abandonnent à elle-même; ils lui donnent une formation sérieuse et entraînent dans leurs écoles de cadres les futurs massacreurs des grands soirs. Oyez plutôt.

William Odel Nowell, un nègre de Georgie qui abandonna le parti en 1936, fut appelé à déposer devant la Commission d'Enquêtes du Comité des activités anti-américaines et déclara qu'il avait, en compagnie d'Eisler, suivi les cours d'une école de Moscou où l'on enseignait la bonne parole à quelque 2000 individus originaires de 18 pays. Comme on lui demandait s'il existait des écoles analogues aux Etats-Unis, Nowell répondit :

— Nous en avons ouvert une à Detroit en 1933, puis une à New-York, puis une autre à Chicago.

— Ces écoles fonctionnent-elles encore ?

— Je le crois. La politique du Parti Communiste consiste à ouvrir de telles écoles dans toutes les grandes villes. Celle de Detroit s'appelait *The Workers School*; elle était installée dans un grand bâtiment et comptait 300 élèves. Les personnes non-affiliées au parti étaient autorisées à suivre certains cours.

— Comment fonctionnaient ces écoles ?

— On distribuait des bulletins, comme dans les collèges. On imprimait certains cours et on les faisait circuler dans les syndicats et dans les organisations qui sympathisaient avec nous. Jusqu'en 1934, trente-trois élèves accomplirent leurs études avec fruit.

— D'où venaient les professeurs ?

— Certains instructeurs avaient été entraînés à Moscou et dans d'autres pays étrangers.

— A-t-on cherché à gagner des professeurs appartenant à des institutions situées sur le territoire américain afin de les charger de répandre la propagande communiste ?

— Un de nos objectifs consistait à nous assurer le concours de professeurs appartenant aux institutions de l'Etat et à d'autres écoles. Nous avons fait quelque progrès dans ce domaine.

— Disposiez-vous de fonds pour subventionner des agents communistes dans les écoles américaines ?

— Cela était tenu secret, mais le travail du parti était subventionné par Moscou.

On nous permettra de tirer l'échelle.

LE PETIT ARPENT DU BON DIEU.

La religion est l'opium du peuple, on sait cela. Et les staliens sont des marxistes orthodoxes, hostiles à la religion sous toutes ses formes. C'est pourquoi, à Moscou, ils ont créé une église qui est une succursale de l'N.K.V.D., et c'est pourquoi, aux Etats-Unis, ils jouent aux respectueux et pratiquent la politique de la main tendue. Jusqu'à présent, le clergé catholique ne s'est pas laissé entamer, mais on n'en peut dire autant de l'église réformée. Les bons apôtres du Kremlin, à force d'affirmer qu'ils poursuivent, en fin de compte, les mêmes desseins que la religion chrétienne, ont réussi à ébranler l'entendement de quelques pasteurs qui se sont immédiatement transformés en zéloteurs du petit père Staline.

Ainsi du Révérend Harry Ward, professeur émérite du Séminaire théologique unioniste, ex-président de l'*American Civil Liberties Union* qu'il quitta lorsque cette organisation décida d'exclure de ses rangs les Staliens. Le Révérend ne répugne pas à prendre la parole aux meetings

communistes et de l'Union soviétique; à l'occasion même il donne des conférences à la Jefferson School patronnée par les cocos.

Autre seigneur d'envergure, le Révérend Fritchman, ex-directeur des *Unitarian Youth Activities* et rédacteur du *Christian Register*, le mensuel officiel de l'église unitaire. Beaucoup de ses fidèles l'accusant de se servir de sa position de directeur de l'UYA pour faire de la propagande communiste, il fut contraint de démissionner. Quant au *Christian Register*, il s'y fit proprement mettre à pied. Il se console en écrivant dans la revue du P.C., *New Masses*, et en s'occupant de ce qui reste de 22 organisations pro-soviétiques dont il fut le président — depuis l'organisation « *Yanks Are Not Coming* » (« Les Yanks ne viennent pas »), constituée au temps du pacte d'amitié germano-soviétique pour empêcher les Américains de s'aller battre contre les amis de Staline, et dissoute certain 21 juin, jusqu'au *National Council of American-Soviet Friendship*.

Vient ensuite le Révérend Melish, co-recteur de l'Eglise protestante épiscopale de la Sainte Trinité à Brooklyn, actuel président du Conseil National pour l'amitié américano-soviétique. Le Révérend n'est pas communiste, mais, il y a deux ans, il écrivit une apologie du communisme que le *Daily Worker* reproduisit intégralement.

Citons encore le journal *The Protestant*, soutenu par de nombreux révérends, et non des moindres, tel le Rev. Louis Newton, président de la Convention baptiste du sud. *The Protestant* n'est pas communiste, mais il passa de l'isolationnisme à l'interventionnisme lors de l'entrée en guerre de la Russie avec la même dextérité que le *Daily Worker*; mais il soutient Wallace; mais il attaque le plan Baruch de contrôle atomique et a juré la mort de la doctrine Truman...

THE YANKS ARE COMING.

Les organisations d'anciens combattants n'ont pas échappé non plus au noyautage. Au mois de septembre de l'an dernier, le département de l'Etat de New-York de l'*American Legion* annonçait son refus d'octroyer des chartes permanentes à deux de ses chapitres de Manhattan, parce qu'ils comptaient parmi leurs membres un certain nombre de communistes. Il s'agissait du chapitre *Duncan-Paris Post* composé en majeure partie d'anciens rédacteurs du journal *Stars and Stripes* et du magazine *Yank*; et du chapitre *New-*

Ci-contre : Les organisations d'anciens combattants n'ont pas échappé non plus au noyautage...

York 2006/02/01 : CIA-RDP83-00415R000400010043-8
Yank, deux fondateurs de la Mobilisation de l'Amérique pour la Paix. Les personnages visés étaient Leonard Zimberg, rédacteur du *Daily Worker* et de *Salute*; Gilpin, ancien éditeur du journal communiste *Midwest Daily Record* et actuel directeur de *Salute*; Saül Levitt, rédacteur de *New Masses* et de *Fortune*; et James Dugan, ancien critique cinématographique de *New Masses* et du *Daily Worker*.

Maurice Stamber, adjudant d'Etat de l'*American Legion* déclara : « S'il n'y avait qu'un ou deux communistes, nous aurions pu envisager la chose autrement, mais il y en a trop. L'*American Legion* ne désire pas compter parmi ses membres des vétérans qui défendent le communisme et qui s'identifient avec lui dans leurs activités professionnelles ou politiques ».

Heureusement, les vétérans touchés par la grâce ont pu trouver l'hospitalité au sein de deux autres organisations. Le *Comité National pour la Paix* fut organisé en avril 1946 sous le parrainage des sénateurs Pepper et Glen Taylor, de vingt députés, et du N.C.P.A.C. dont nous avons parlé la semaine dernière. Il est contrôlé par les résidus de la *Mobilisation de l'Amérique pour la Paix*, l'un des organismes anti-interventionnistes qui furent dissous quand le Reich allemand attaqua la Russie. Le directeur du *Comité National pour la Paix* est Abbott Simon, ancien membre de la Ligue des Jeunesses com-

munistes, ce fondateur de la Mobilisation de l'Amérique pour la Paix. Les présidents sont le colonel de la Marine Carlson et Paul Robeson, le chanteur noir. Le vice-président en est Robert Kenny, auquel la *Pravda* consacra un article élogieux.

L'autre organisme est le Comité National des Vétérans qui a récemment organisé une démonstration à Washington contre la doctrine Truman.

**

Eglise, jeunesse, anciens combattants, cinéma, groupements politiques, on voit que nous n'exagérons pas en affirmant que l'influence des communistes aux Etats-Unis est plus importante que ne pourrait le faire croire la faiblesse numérique des effectifs avoués. Et, ce qui est grave, c'est que cette influence s'exerce par induction, que d'innombrables naifs se laissent prendre à la glu des paravents humanitaires. Il en fut ainsi en Espagne et en France, avec les résultats qu'on connaît : guerre civile d'une part, guerre civile larvée de l'autre. Si l'on n'y mettait le holà il en irait bientôt de même aux Etats-Unis et dans le monde entier. Ne faut-il pas, dès lors, soutenir ceux qui « luttent contre » même si leur intérêt n'est pas le nôtre, même si on ne les porte point dans son cœur, ce qui est le cas de votre serviteur ?

Ossian MATHIEU.



L'OPINION DES AUTRES

LA

POSITION

DU SOCIALISME

EUROPÉEN

PAR
LÉON BLUM

Nous avons lu dans l'organe officiel de la deuxième Internationale en Belgique, « Le Peuple », du 28 juin 1947, l'entrefilet suivant :

« UNE MISE AU POINT DE LEON BLUM.

Depuis quelque temps déjà, le magazine « Europe-Amérique » publie assez régulièrement des articles du président Léon Blum. Notre ami nous communique, à ce sujet, qu'il n'a jamais autorisé le périodique précité à publier l'un quelconque de ses écrits et que l'insertion de ceux-ci a été faite entièrement à son insu. »

Bien que rédigé avec beaucoup de prudence dans le choix des termes, cette « mise au point » donne nettement l'impression que nous avons reproduit sans autorisation, c'est-à-dire tout simplement volé les écrits de M. Léon Blum.

Ceci n'est vraiment pas notre genre : nous achetons et nous payons tous les articles qui paraissent dans notre journal, y compris ceux signés par M. Léon Blum.

Il nous arrive parfois de nous adresser à des agences de presse pour acquérir les droits de publication de certains articles parus à l'étranger et qui nous semblent présenter de l'intérêt. C'est ainsi que nous avons acquis — et que nous en sommes donc devenus les légitimes propriétaires — un certain nombre d'écrits de M. Blum. Et en tant que propriétaires des dits articles, nous pouvons même nous offrir le luxe de publier encore aujourd'hui, un « papier » du leader S. F. I. O., ceci en dépit de toutes les « mises au point » du monde.

« Le Peuple » ne semble pas encore avoir compris qu'« Europe-Amérique » est un journal libre qui dit ce qu'il pense, mais qui ne craint nullement d'exposer sans l'altérer la pensée de gens dont l'optique diffère de la sienne, et qu'il est même heureux de leur laisser, à ces gens, le soin d'exprimer leur point de vue dans ses colonnes.

En l'occurrence, pour éviter toute confusion de la part de nos lecteurs, les articles de M. Blum ont toujours été publiés par nous sous le titre général : « L'opinion des autres ».

Dès lors, de quoi se plaint donc M. Blum ou plutôt son curieux porte-parole ?...

« Europe-Amérique. »

La fraction de l'opinion américaine la plus éclairée, et somme toute, la plus influente, commence à sentir le danger d'une méprise possible sur les intentions réelles du peuple américain. Un document aussi remarquable que l'interview prise par Eve Curie à M. Foster Dulles — qui fut le compagnon du général Marshall à Moscou et qui, en cas de victoire républicaine aux prochaines élections présidentielles, pourrait être

son successeur — porte la marque de cet état d'esprit, aussi bien que le discours de M. Acheson. Si le Prêt-Bail de la Paix se réalise, il ne doit pas s'ajouter à la bombe atomique dans l'arsenal de guerre des Etats-Unis : il faut, il faut à tout prix qu'il soit conçu comme un témoignage de solidarité internationale. Les Etats-Unis détiennent dans leurs mains, une fois de plus, le sort prochain du Monde. Je suis convaincu

qu'une fois de plus ils puiseront dans leur pouvoir le sentiment de leur devoir. La grande inspiration de Roosevelt reste encore toute puissante chez eux sur l'opinion. C'est elle qu'il faut évoquer : c'est à elle qu'il faut recourir. Agir autrement serait, si l'on va au fond des choses un manque de foi dans le destin de l'humanité.

Je m'adresse maintenant à mes camarades socialistes et plus spéciale-

ment aux grands partis européens. Je leur signale à nouveau l'urgente nécessité de fixer au regard de ces grands problèmes une position qui soit celle du socialisme international. Vis-à-vis d'un nouveau Prêt-

Bail américain, vis-à-vis des Etats-Unis d'Europe, de la Fédération européenne, de la Commission économique européenne, il serait déplorable que nos différents partis d'Europe vinsent étaler des attitudes di-

vis-à-vis de la presse et du public au gouvernement. Une doctrine commune du socialisme international est difficile à définir, je le sais. Il est plus difficile encore de la transporter pratiquement dans la vie intérieure de chaque nation. Cependant, il ne faut pas hésiter ou reculer devant ces difficultés. Au lendemain de la première guerre mondiale, c'est en formulant, en projetant autour de nous de grandes vues d'ensemble sur la reconstruction de l'Europe et sur l'organisation pacifique du monde que nous avons pu reconstituer le socialisme français; c'est sur la base des mêmes principes qu'a pu se réédifier le socialisme international.

Le socialisme international peut dès à présent prendre la tête du grand mouvement d'opinion qui orienterait l'initiative américaine au lieu de la rebuter. Il peut dès à présent propager l'idée que l'initiative américaine, substituée à celle de la Communauté internationale dont les moyens d'action apparaissent insuffisants, a par là-même un caractère subsidiaire, temporaire, provisoire. Il peut dès à présent suggérer les mesures qui doteraient la Communauté internationale — c'est-à-dire, en l'état présent, l'O.N.U. — des organes, des ressources, des pouvoirs adéquats et qui lui permettraient ainsi de remplir elle-même la mission qui est proprement la sienne.

Après l'autre guerre, à Francfort, à Londres, à Paris, à Berlin, les socialistes français avaient entrepris ce travail avec Vandervelde, avec Henderson, avec Matteoti, avec Hilferding pour ne nommer que les morts. L'O.N.U. ne dispose aujourd'hui que des deux institutions de Bretton Woods : le Fonds monétaire et la Banque. Il est clair, et si c'est la justification de l'initiative américaine, que la Banque n'est à l'échelle ni des besoins, ni des secours indispensables. Le plan de Francfort avait conseillé des solutions infiniment plus larges, plus hardies, plus puissantes : prises en charge internationale des réparations, commande internationale des grands travaux d'utilité générale, emprunts internationaux gagés sur des taxes sur un petit nombre de marchandises d'emploi universel et même par quelques « nationalisations internationales ». Après vingt-cinq ans écoulés, le monde se retrouve aujourd'hui devant la même nature de problèmes, posés à une échelle encore plus vaste, dans des conditions encore plus redoutables; et je crois fermement qu'il faut revenir à la même nature de solution. Telle est la moralité à laquelle me conduisent mes réflexions et mon expérience. Je me permets de la recommander à mes amis américains. Je la recommande plus instamment à mes camarades socialistes.

(Tous droits réservés.)



Les Américains qui détiennent dans leurs mains le sort prochain du monde (Léon Blum l'affirme) ont offert leur aide à l'Europe. On attendait avec une certaine impatience les résultats concrets de la nouvelle conférence qui vient de réunir les trois aimables compères chargés de régler notre future petite vie. Car il faut, paraît-il, que ces messieurs se mettent d'abord d'accord entre eux...





UN DOCUMENT HISTORIQUE

HITLER M'A DIT

PAR

KURT VON SCHUSCHNIGG
ANCIEN CHANCELIER D'AUTRICHE

Les rumeurs les plus invraisemblables ont circulé à propos de la fameuse entrevue Hitler-Schuschnigg à Berchtesgaden. On alla jusqu'à prétendre que le Chancelier autrichien avait été soumis à une sorte de « question », aveuglé par les feux des projecteurs.

Le document que voici remet pour la première fois les choses au point ; il constitue à ce titre une contribution importante à l'histoire de la période la plus dramatique de l'entre-deux guerres.

Tout avait été mis en œuvre pour garder notre voyage secret. A Salzbourg, notre sleeping avait été dirigé sur une voie de garage. Nous y demeurâmes jusqu'à l'arrivée de l'auto qui devait nous conduire à Berchtesgaden. Quelques civils étaient de garde ; mais les autorités locales n'avaient pas été informées de notre

présence. L'auto arriva vers 9 h. 30 du matin. On nous avait avertis que Hitler ne pourrait nous recevoir avant 11 heures.

Nous traversâmes Salzbourg et, dans l'atmosphère glacée de cette matinée d'hiver, nous prîmes la grande route qui menait à la frontière allemande.

Herr von Papen attendait. Les douaniers allemands saluèrent le bras tendu, et ouvrirent la barrière, afin de laisser pénétrer notre auto en territoire allemand. Von Papen semblait être d'excellente humeur :

— Le Führer vous attend à l'heure convenue, nous dit-il. Vous ne vous formaliserez pas, j'en suis

Approved For Release 2006/02/01 : CIA-RDP83-00415R000400010043-8

Ci-contre : « ... Où que j'aille, la police ne me sert qu'à contenir les foules, à empêcher qu'on ne s'y piétine, à dompter leur enthousiasme déchaîné — mais à me protéger, jamais. »

sûr, de l'arrivée — tout à fait inopinée d'ailleurs — de quelques généraux allemands au *Berghof* (la villa de Hitler).

Je demandai quels étaient ces généraux; il me cita les noms de Keitel — qui venait d'être nommé Commandant en Chef de la Wehrmacht — Von Reichenau, qui commandait les forces motorisées cantonnées à Dresde, et Sperrle, général de la Luftwaffe. Je répondis que je ne me formaliserais pas — car je n'avais pas précisément le choix en la matière.

Un peu avant d'atteindre Berchtesgaden, l'auto vira brusquement vers la gauche. Nous nous arrêtâmes bientôt. Nous dûmes effectuer la dernière partie de notre voyage sur une auto-chenille, qui nous fit gravir la route glacée en direction du *Berghof*. Nous passâmes auprès de quelques fermes propres, et d'une adorable vieille église de campagne. A mi-chemin, nous aperçûmes les premiers casernements de SS; certains étaient terminés, d'autres en cours de construction. Toutes les fenêtres étaient garnies de curieux. Comme je l'appris par la suite, la plupart de ces SS étaient des légionnaires autrichiens. D'immenses et lourdes grilles barraient la route. A la première se tenait une sentinelle qui se mit au garde à vous et nous laissa passer. Quatre mois plus tard, dans ma prison, se tenait auprès de moi la même sentinelle, qui me rappela notre première rencontre. Encore un brusque virage, et l'auto s'arrêta devant la grande terrasse du *Berghof*.

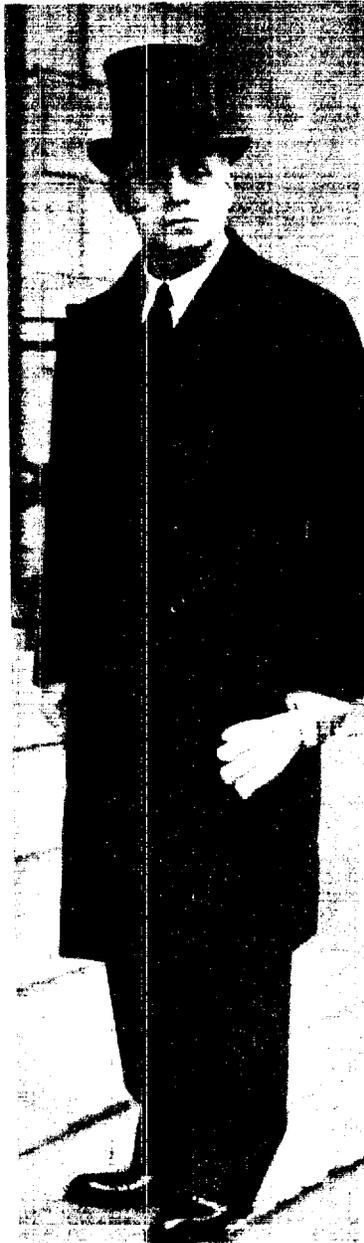
Hitler et sa suite, dont les trois généraux que l'on m'avait annoncés, s'avancèrent sur le perron pour nous accueillir. Hitler portait la tunique brune des troupes de choc avec le brassard à croix gammée, et des pantalons noirs. Son accueil fut empreint d'une cordialité froide. Après une courte présentation de nos états-majors respectifs, Hitler me conduisit dans son bureau, au deuxième étage de sa spacieuse villa. Au milieu de la pièce, longue et étroite, étaient placés de grandes tables et des fauteuils. Hitler m'invita à m'asseoir.

J'ai rédigé de mémoire, l'entretien que nous eûmes alors — entretien qui, on s'en apercevra, adopta plutôt la forme du monologue. Je n'en ai noté que les passages principaux — ou tout au moins, les plus significatifs.

Moi. — Cette pièce d'où la vue est si merveilleuse, a sans doute été le théâtre de bien des conférences décisives, *Herr Reichskanzler*.

Hitler. — Oui. Les pensées y mûrissent à l'aise. Mais nous ne sommes pas ici pour parler de la vue, ou du temps qu'il fait.

Moi. — Tout d'abord, *Herr Reichskanzler*, j'aimerais vous remercier de m'avoir fourni l'occasion de vous rencontrer. Je voudrais vous donner l'assurance que nous observons toujours aussi scrupuleusement le traité signé en juillet 1936 entre nos deux pays, et que nous sommes extrêmement désireux d'écartier tous les malentendus et les difficultés qui pourraient encore subsister. De toute façon, nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir pour prouver que nous entendons poursuivre,



en accord avec nos engagements mutuels, une politique d'amitié envers l'Allemagne.

Hitler. — Alors, vous appelez cela une politique d'amitié. *Herr Schuschnigg*? Mais vous avez tout fait, au contraire, pour ne pas pratiquer une telle politique. Vous êtes restés, par exemple, très ostensiblement au sein de la S.D.N., en dépit du fait que le Reich s'en fût retiré. Et vous appelez cela une politique d'amitié?

Moi. — Personne n'a demandé à l'Autriche de se retirer de la S.D.N. Nous ne pouvions pas imaginer qu'une telle décision fût exigée de nous; car, à l'époque de nos accords, en juillet 1936, l'Allemagne avait déjà rompu avec la S.D.N. sans stipuler le moins du monde que l'Autriche dût à son tour prendre cette mesure. Nous étions alors plutôt d'avis que la présence de l'Autriche à la S.D.N. pouvait être utile à notre cause commune; et l'Italie qui s'était également retirée de la S.D.N. avait encouragé cette façon de voir. En outre, l'Autriche n'aurait pu quitter la S.D.N. que pour des raisons d'ordre financier.

Hitler. — De toute façon, vous deviez quitter la S.D.N., cela tombe sous le sens. Et puis, l'Autriche n'a jamais rien fait qui puisse être d'une aide quelconque à l'Allemagne. L'histoire tout entière de l'Autriche n'est qu'un seul acte ininterrompu de haute trahison. Il en a toujours été ainsi, et cela ne change pas. Ce paradoxe historique doit cesser maintenant: nous n'avons déjà que trop attendu. Et je peux vous dire dès à présent, *Herr Schuschnigg*, que je suis absolument décidé à mettre un terme à tout cela. Le Reich allemand est une des plus grandes puissances, et nul n'osera élever la voix s'il décide de régler ses problèmes de frontière.

Moi. — *Herr Reichskanzler*, j'ai parfaitement conscience de l'attitude que vous avez adoptée envers la question autrichienne et l'histoire de mon pays. Vous comprendrez bien que mon opinion touchant ces questions diffère totalement de la vôtre. Nous, Autrichiens, considérons que notre histoire tout entière fait indissolublement partie de l'histoire de l'Allemagne. Et, en cette matière, la contribution de l'Autriche est considérable.

Hitler. — Zéro, vous dis-je, absolument zéro! Toute idée de nationalisme a été sabotée par l'Autriche tout au long de l'histoire et en vérité, ce sabotage était l'activité principale des Habsbourg et de l'Eglise catholique.

Moi. — Tout de même, *Herr Reichskanzler*, il y a bien des contributions de l'Autriche qu'il est impossible de séparer du tableau géné-

ral de la conférence. Par exemple, un homme comme Beethoven...

Hitler. — Oh ! Beethoven ? Permettez-moi de vous rappeler que Beethoven était originaire du Bas-Rhin.

Moi. — Et pourtant, c'est l'Autriche qui a été sa terre d'élection, comme elle l'a été pour bien d'autres personnes, par exemple, on pourrait parler de Metternich comme d'un homme originaire du Bas-Rhin.

Hitler. — C'est possible. Je vous dis une fois de plus que cela ne peut pas continuer ainsi. J'ai une mission historique à remplir : et cette mission, je la remplirai, parce que la Providence m'y a destiné. J'ai foi entière en cette mission : c'est ma vie. Et je crois en Dieu : je suis religieux, quoique n'appartenant pas à une religion cataloguée. Réfléchissez à la voie que j'ai choisie. Réfléchissez à ce que j'ai réalisé. Aujourd'hui, plus de partis dans le peuple allemand, plus de classes, plus de dissensions. Ils ne veulent plus qu'une seule chose; il n'y a plus qu'une seule volonté. Evidemment, j'avais cru pouvoir réaliser tout cela d'une autre façon. J'avais cru pouvoir faire l'unité de la na-

Ci-dessous : Deux attitudes de Kurt von Schuschnigg lors d'une conférence qu'il donna, il y a quelque temps, à Paris.

Hitler. — Et, vous savez, j'ai tout autant de droits que vous. Herr Schuschnigg, — en fait, bien plus encore — de me dire Autrichien. Pourquoi ne tenteriez-vous pas en Autriche un plébiscite où nous entrerions en compétition vous et moi? Essayez un peu!

Moi. — Oui. Si c'était possible. Mais vous savez bien. Herr Reichshanzler, que ce ne l'est pas. Mes vues sont totalement différentes des vôtres. Nous ne pouvons rien faire, sinon vivre ensemble, côte à côte, le petit Etat à côté du grand. Nous n'avons pas le choix. Aussi voudrais-je vous demander de m'énumérer vos griefs. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir, pour éliminer les obstacles qui s'opposent à notre bonne entente. Après tout, nous ne demandons qu'à vivre en paix et à remplir, en Europe centrale, la mission que l'histoire nous a assignée.

Hitler. — C'est vous qui le dites. Herr Schuschnigg. Mais je vous dis, moi, que je m'en vais résoudre le soi-disant problème autrichien d'une manière ou d'une autre. Vous croyez que je ne sais pas que vous fortifiez votre frontière contre le Reich?

Moi. — Ceci n'est pas vrai!

Hitler. — Ah ! vraiment ? Vous avez fait des efforts plutôt ridicules pour miner les ponts et les routes qui menaient au Reich.

Moi. — Si l'on avait fait cela, on m'en aurait tenu informé.

Moi. — Herr Reichshanzler, je suis tout à fait disposé à le croire.



Hitler. — Non, mais croyez-vous vraiment que vous pouvez déplacer en Autriche même une simple pierre sans qu'on m'en donne un récit détaillé le jour suivant, hein ?

Moi. — Les travaux auxquels vous faites allusion, *Herr Reichskanzler*, ne peuvent être que l'ébauche de quelque rudimentaire ouvrage de défense — une réponse, en partie, au blocage des routes entrepris par la Tchécoslovaquie. Les mesures ont été prises sur toutes nos frontières; et, si nous nous préparons à nous défendre contre une intrusion illégale sur notre territoire, personne ne peut trouver à y redire.

Hitler. — Je n'ai qu'à donner un ordre, et en une seule nuit, tous vos ridicules petits ouvrages de défense auront sauté. Vous ne croyez pas sérieusement que vous allez pouvoir m'arrêter, ou même me retarder d'une demi-heure, hein ? Qui sait, peut-être un jour, à Vienne, vous réveillerez-vous un beau matin et nous trouverez-vous là, comme un orage de printemps. Et alors vous verrez ! J'aimerais beaucoup épargner pareil sort à l'Autriche, parce qu'une telle entreprise ferait couler du sang. Après l'armée viendraient mes S.A. et la légion autrichienne et rien ne pourrait arrêter leur juste vengeance, pas même moi. Voulez-vous donc faire de l'Autriche une autre Espagne ? Je voudrais éviter tout cela — si possible.

Moi. — Je vais examiner la question, et ferai cesser la construction de tout ouvrage de défense sur la frontière allemande. Je sais très bien que vous pouvez envahir l'Autriche mais alors *Herr Reichskanzler*, que nous aimions cela ou non, le sang coulera. Nous ne sommes pas seuls au monde, et une telle mesure signifierait très probablement la guerre.

Hitler. — Il est bien facile de parler de guerre alors que nous sommes ici, confortablement installés dans nos fauteuils. Mais la guerre, c'est une suite sans fin de malheurs, pour des millions d'êtres humains. Voulez-vous prendre vous-même cette responsabilité, *Herr Schuschnigg* ? N'oubliez pas un instant que rien ne viendra se mettre en travers de mes décisions. L'Italie ? Mais je suis en plein accord avec Mussolini, les liens d'amitié les plus forts me lient à l'Italie. L'Angleterre ? Mais l'Angleterre ne remuera pas le petit doigt en faveur de l'Autriche. Il n'y a pas bien longtemps, dans le fauteuil que vous occupez, était assis un diplomate anglais. Et là, sous mes fenêtres, défilaient des centaines et des centaines d'Autrichiens — des hommes, des femmes, des enfants — affamés, en haillons, désespérés, la misère était écrite sur leur visage. Et tous étaient venus ici pour me



Ci-dessus : Franz von Papen au moment de son arrestation par la M. P. américaine, à Hirschberg, le 15 avril 1945.

Ci-dessous : Seyss Inquart (au milieu) arrêté par les Britanniques à Hambourg. L'Autrichien portait alors le titre de Reichskommissar pour la Hollande.



voir, pour me supplier de les tirer de leur misère. J'ai montré à l'Anglais cette foule, et il n'a plus rien dit, et il n'a plus rien objecté. Non, vous n'avez rien à attendre de l'Angleterre. La France ? Eh bien, nous sommes entrés il y a trois ans en Rhénanie avec quelques malheureux bataillons : c'est là que j'ai risqué le tout pour le tout. Si la France à ce moment-là nous avait arrêtés, nous aurions dû battre en retraite sur une profondeur de 60 km. et même alors, nous aurions tenu. Mais, pour la France, il est trop tard maintenant. Le monde doit savoir qu'une grande puissance telle que l'Allemagne ne tolérera pas que chaque petit État qui se trouve à ses frontières s' imagine qu'il peut la provoquer impunément. Il y a trop longtemps que j'attends sans intervenir, espérant toujours que la raison finisse par triompher. Mais la situation devient intenable dès l'in-

stant que des gens sont jetés en prison en Autriche tout simplement parce qu'ils chantent une chanson que vous n'aimez pas ou parce qu'ils s'abordent en disant « Heil Hitler ». La persécution des nationaux socialistes en Autriche doit cesser; sinon, c'est moi qui la ferai cesser.

Moi. — Nul n'est inquiet en Autriche, s'il respecte la loi. Nos lois et notre constitution, qui n'admettent l'existence d'aucun parti, ont d'ailleurs été reconnues par le Reich lors des accords de juillet 1936. Il avait été stipulé à ce moment que le passé était le passé et que, de quelque façon que ce soit, nous n'encourageons aucun mouvement nazi clandestin. Cette clause avait été acceptée. D'ailleurs, il n'y a pas aujourd'hui en Autriche de persécutions de nationaux-socialistes. Sans l'assassinat du Dr Dollfuss en juillet 1934, nous n'aurions pas, à l'heure qu'il est, un seul nazi dans nos prisons

Hitler. — Schuschnigg, j'admets que le cadavre de Dolfuss soit entre nous. Mais je vous assure que j'ignorais tout du complot; si je l'avais connu, je l'aurais certainement prévenu. Croyez-moi, vous avez commis une grande erreur en jugeant Planetta devant une cour de justice. Vous auriez dû procéder comme nous procédons, nous, en pareil cas. Vous rappelez-vous l'affaire du leader communiste Thaelmann?... Vous voyez bien. Vous n'avez réussi qu'à faire de Planetta un martyr.

Moi. — A cette époque-là, il n'y avait pas moyen de faire autrement.

Hitler. — Ecoutez, je sais mieux que vous ce qui se passe en Autriche. C'est chaque jour que l'on me supplie d'intervenir.

Moi. — Vous seriez peut-être d'un autre avis si vous viviez à l'heure actuelle en Autriche, Herr Reichskanzler. Vous connaissez Vienne.

Hitler. — Oui, mais il y a longtemps que je n'y suis allé.

Moi. — Et vous n'êtes jamais retourné en Autriche ?

Hitler. — Eh bien, le gouvernement autrichien m'en a interdit l'accès. Je suis allé à Vienne de nuit, il y a quelques années, et je me suis rendu en secret sur la tombe de mes parents. Voilà comment l'Autriche me traite ! Mais maintenant, je vous donne encore une fois — c'est la dernière — l'occasion de parvenir à une solution, Herr Schuschnigg, ou bien alors nous laisserons aller les événements. Et vous verrez bien s'ils sont de votre goût ou non, ces événements ! Dimanche prochain, je dois prononcer un discours au Reichstag; il faudra que le peuple allemand connaisse la situation telle qu'elle est. Réfléchissez-y, Herr Schuschnigg, réfléchissez-y bien. J'attendrai jusqu'à cet après-midi. Et, si je vous le dis, vous ferez bien de prendre mes paroles à la lettre. Je ne crois pas au bluff. Tout mon passé en est la preuve. J'ai accompli tout ce que je m'étais proposé d'accomplir; je suis ainsi devenu le plus grand Allemand peut-être de toute l'histoire. Il n'est pas dans mes habitudes de faire de grands discours ou de prophétiser, comme Mussolini par exemple. Ma méthode n'est pas la sienne. En plus du mien, il existe d'autres grands noms en Allemagne; et si je devais aujourd'hui fermer les yeux, l'avenir de l'Allemagne n'en serait pas moins tracé. Nous avons un Hermann Goering, nous avons un Rudolf Hess, un Frick, un Epp et combien d'autres !... Je vous offre aujourd'hui, Herr Schuschnigg, l'occasion — une occasion unique — de voir votre nom s'ajouter à la liste de ces grands noms allemands. Voilà

(1) Il s'agit du Dr Guido Schmidt, qui vient d'être lavé à Vienne de l'inculpation de haute trahison.

ble, et toutes les difficultés pourraient être évitées. Je sais qu'il faudrait tenir compte de certains traits de caractère du peuple autrichien; mais tout cela serait très facile à régler.

Moi. — Herr Reichskanzler, vous connaissez mon avis là-dessus; il correspond à mes sentiments, mais c'est aussi celui que me dictent les devoirs que j'ai envers mon pays. Et maintenant, que désirez-vous au juste ?

Hitler. — C'est ce que nous allons discuter cet après-midi.

..

C'est ainsi qu'au bout de deux heures environ, notre entretien prit fin. Hitler sonna et les immenses portes s'ouvrirent silencieusement de l'extérieur. Nous descendîmes les escaliers et enfilâmes un couloir orné d'un énorme buste de Bismarck...

Pendant plus de deux heures, je restai assis, en compagnie du Dr Schmidt, (1) dans une espèce d'antichambre. Nous eûmes largement le temps de la réflexion. Dietrich, directeur en chef de la presse allemande, et les généraux se trouvaient avec nous. Ceux-ci déclarèrent qu'ils n'avaient aucune idée de la raison pour laquelle on les avait convoqués au Berghof. Un jeune homme, vêtu de l'uniforme noir des SS se trouvait également parmi nous; c'était le fils d'un chirurgien bien connu. On nous servit des cocktails et, pour la première fois depuis notre

Ci-dessous : « ... il me cita le nom de Keitel, qui venait d'être nommé commandant en chef de la Wehrmacht ».



mission de fumer. Je fus enfin introduit avec le Dr Schmidt dans une pièce où nous trouvâmes le Ministre des Affaires étrangères Von Ribbentrop ainsi que Von Papen. Ribbentrop nous montra un mémoire dactylographié de deux pages environ. Il me fit remarquer que c'était là la limite des concessions que le Führer était disposé à nous accorder. Je fus soulagé d'avoir enfin quelque chose de précis sous les yeux et me préparai à parcourir le document. Les points essentiels en étaient les suivants :

I. Le gouvernement autrichien s'engage à nommer immédiatement le Dr Seyss-Inquart au poste de ministre de la Sécurité Publique (ce qui lui eût conféré le contrôle absolu des forces de police autrichiennes).

II. Le Dr Fisch-Böck doit être nommé membre du Cabinet pour s'occuper des relations économiques austro-allemandes et de toutes matières connexes.

III. Tous les nationaux-socialistes purgeant en ce moment une peine ou en détention provisoire, y compris ceux qui ont participé à la révolte de juillet 1934 et à l'assassinat du chancelier Dolfuss, doivent être relaxés dans les trois jours à venir.

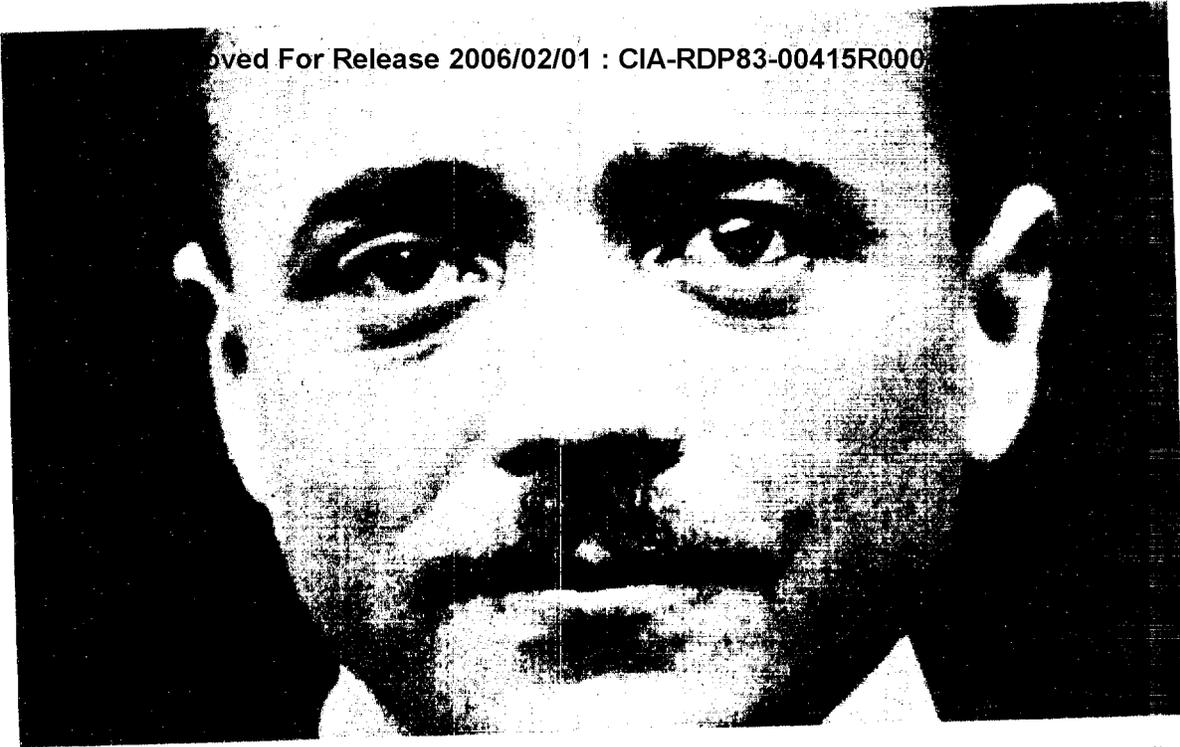
IV. Toutes les personnalités, tous les officiers nazis relevés de leurs fonctions, doivent être rappelés à leur poste et doivent recouvrer leurs droits.

V. Une centaine d'officiers de l'armée allemande seront immédiatement incorporés dans l'armée autrichienne et vice-versa.

VI. Chacun est libre de professer la doctrine national-socialiste. Les nationaux-socialistes seront admis dans l'organisation du Front Patriotique et y jouiront des mêmes droits que les autres groupements. Dans le cadre du Front Patriotique, les groupes nationaux-socialistes auront toute latitude d'exercer une activité légale, selon les lois et la constitution autrichiennes qui, d'après le système corporatif en vigueur, ne reconnaissent pas la formation de partis politiques considérés comme tels. En dehors de ce cadre, le parti National Socialiste et ses organismes connexes resteront donc dans le domaine de l'illégalité.

VII. En contre-partie, le gouvernement du Reich affirme à nouveau la validité des accords du 11 juillet 1936 et reconnaît comme par le passé la souveraineté et l'indépendance de l'Autriche; il s'abstient notamment de toute intervention dans les affaires intérieures de l'Autriche.

Von Ribbentrop nous expliqua complaisamment le contenu de chaque paragraphe et prit bonne note de mes objections; mais il me confirma que le projet devait être accepté tel quel. Nous élevâmes une protesta-



tion et le Dr Schmidt rappela à Von Papen la clause de l'accord selon laquelle les sujets de discussion devaient faire l'objet, au *Berghof*, de décisions bilatérales. Von Papen nous assura qu'il se montrait tout aussi surpris que nous-mêmes de la décision du Führer.

Les premiers paragraphes du document sanctionnaient en fait la fin de l'indépendance de l'Autriche — exactement le contraire de ce que nous étions venus décider à Berchtesgaden. Quant au paragraphe VI, il contenait un véritable piège...

*.

J'attendais depuis très longtemps lorsque l'on vint m'informer qu'Hitler désirait me voir. Le Führer, très excité, marchait de long en large quand je pénétrai dans son bureau :

Hitler. — Herr Schuschnigg, j'ai décidé de faire une dernière tentative. Voici le projet de document. Il n'y a rien à discuter là-dedans. Je n'y changerai pas un iota. Ou bien vous le signerez tel qu'il est, ou bien notre entrevue aura été inutile. Dans ce cas, je déciderai cette nuit de la marche à suivre.

Moi. — J'ai été informé du contenu du document et, étant donné les circonstances, je ne puis que me borner à en prendre connaissance. Je suis prêt aussi à le signer; mais je voudrais que vous compreniez bien que ma seule signature ne peut constituer vis-à-vis de vous aucune espèce d'engagement. Selon notre constitution, les membres du cabinet sont nommés par le Chef de l'Etat — le Président — de même que seul ce Président peut accorder une amnistie. Ma signature ne peut

signifier qu'une chose : c'est que je suis disposé à en référer au Président et à veiller à ce que l'accord soit observé, si toutefois la décision du Président est d'en accepter les termes.

Hitler. — Oui, je comprends...

Moi. — En conséquence, je ne puis garantir en aucune manière que les délais imposés par le document — celui par exemple, de trois jours fixé pour l'amnistie — pourront être observés.

Hitler. — Il faudra pourtant qu'ils le soient.

Moi. — C'est absolument impossible, *Herr Reichskanzler*.

A cette réponse, Hitler parut perdre tout contrôle. Il se précipita vers la porte, l'ouvrit et hurla : « Général Keitel ». Puis, se tournant vers moi, il dit : « Je vous rappellerai tout à l'heure ».

... Hitler me rappela en effet environ une demi-heure plus tard...

Hitler. — J'ai changé d'avis, pour la première fois de ma vie. Mais je vous avertis, c'est votre dernière chance: je vous donne encore trois jours pour que notre accord entre en vigueur...

Le Dr Schmidt et Von Papen furent appelés dans le bureau. Le monologue qui suivit ne contenait rien de neuf, il est donc inutile de le relater... Nous discutâmes enfin du communiqué à la presse. Je demandai que le communiqué portât mention du traité de juillet 1936 et rappelai à Hitler que l'on m'avait expressément stipulé à Vienne que notre discussion serait une continuation et une réaffirmation de cet ac-

Ci-dessus : « ... Vous avez raison, *Herr Schuschnigg*, j'admets que le cadavre de Dollfuss soit entre nous. Mais je vous assure que j'ignorais tout du complot. »

cord. Je fis remarquer que la tension se relâcherait si le communiqué de la presse en faisait mention.

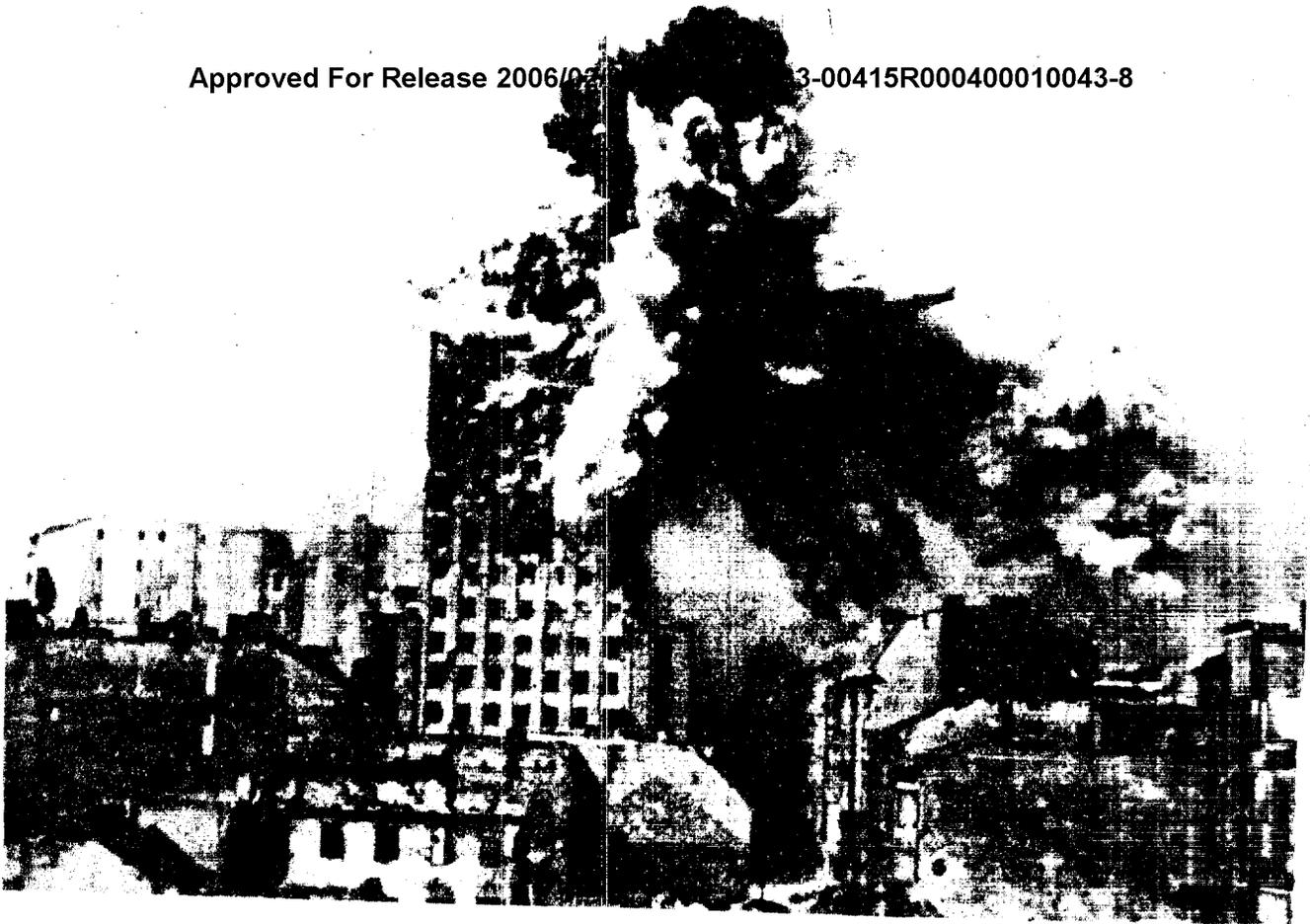
Hitler. — Non. Il faudra tout d'abord, que vous teniez vos engagements. Voici ce qui va être diffusé par la presse : « Aujourd'hui, le Führer et *Reichskanzler* a eu un entretien avec le *Bundeskanzler* d'Autriche à la villa de *Berghof* ». C'est tout. Dimanche prochain, lors de mon discours devant le Reichstag, je ferai mention de notre entrevue et j'ajouterai quelques commentaires favorables à l'Autriche.

D'ici là, le public ne devait être au courant de rien. Dans la soirée, les deux copies de l'accord furent signées. Les minutes, dont on ne devait plus entendre parler par la suite, portaient les signatures de Hitler, Ribbentrop, du Dr Schmidt et de moi-même. Hitler nous pria de rester à dîner. Nous déclinâmes son offre. Nous primes congé et montâmes dans l'auto qui nous emmena au pied de la montagne

— Vous avez vu maintenant, remarqua von Papen, de quoi le Führer est capable. Mais la prochaine fois, je suis sûr qu'il sera tout à fait différent. Le Führer peut être absolument charmant, vous savez.

« La prochaine fois »... pensai-je; il n'y aurait pas de prochaine fois, à moins que Hitler, exceptionnellement s'en tint vraiment à ce qu'il avait dit.

Kurt von SCHUSCHNIGG.



« EUROPE - AMÉRIQUE » EN POLOGNE

COMMENT J'AI SOULEVÉ LE RIDEAU DE FER

PAR

NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
ALAIN DE PRELLE

Nous commençons aujourd'hui la publication d'un grand reportage qui, nous en sommes sûrs, ne manquera pas de passionner nos lecteurs. Non seulement à cause de la personnalité de l'auteur — quand Alain de Prelle s'en va bourlinguer dans les nouvelles terres incognitae, l'on peut être certain qu'il a tout vu et tout entendu — mais aussi parce qu'il apporte les preuves immédiates de la manière dont l'U.R.S.S. gouverne ses satellites.

Il fallait plus que de l'audace pour violer ainsi le secret du rideau de fer, et de la témérité pour s'introduire jusqu'au siège du comité central du Parti communiste polonais !...

L'ENFANCE DE L'ART.

Pour se convaincre qu'un malaise continue à peser sur l'Europe, il suffit aujourd'hui, d'avoir envie de la parcourir. On s'aperçoit vite que, sauf dans le cas de la France, de l'Angleterre, de la Hollande et des

Etats scandinaves, il n'est guère de consulat qui consente à apposer son visa sur le passeport du requérant sans avoir, au préalable, effectué une enquête discrète sur ses antécédents. La traversée de l'Allemagne ou de l'Autriche, ainsi que celle de

permis délivrés par les différentes puissances occupantes; l'Italie, l'Espagne, la Turquie et la Grèce demandent habituellement pour vous accorder un visa, des délais variant de huit jours à deux mois. Mais

Ci-contre : Les bombardements du début de la guerre, Varsovie fut achevée par les Allemands lors de la grande révolte de septembre 1944. Voici le building de la place Napoléon au moment précis où il est atteint de plein fouet par un obus de gros calibre.

sphère d'influence russe, la partie devient véritablement homérique. Je le compris bien lorsque, il y a quelque trois mois, je tentai, à Bruxelles, de me faire livrer la clef de la Pologne. Bien qu'accueilli de façon charmante par les différents fonctionnaires du service consulaire, j'eus tôt fait de m'apercevoir que les « revenez dans deux jours » répétés signifiaient tout simplement que l'on se renseignait sur mon humble personne et plus particulièrement sur mon passé journalistique. Ne devant que trop ce que serait la conclusion de cette enquête, je résolus de ne pas insister, et c'est sur ces entrefaites que je partis pour la Finlande. Mais les reporters en voyage ont toujours été les enfants chéris de la fortune et il en va de l'époque du Rideau de Fer comme de toutes les autres époques. A Helsinki, je reçus en dix minutes, ce que des mois de démarches à Bruxelles ne m'eussent probablement jamais permis d'obtenir. L'aigle blanc de Pologne était apposé sur mon passeport, et, ravi de mon succès, je lui trouvais fort belle allure, encore qu'une solennelle ordonnance du président Bierut l'ait privé de la couronne qui lui ornait le chef depuis près d'un millénaire.

Huit jours plus tard, j'embarque à bord du ferry-boat suédois *Starke*, l'un des trois navires qui, jadis, assuraient un service régulier entre Trelleborg en Suède, et Sassnitz en Allemagne. Ce dernier port se trouvant maintenant inclus dans la zone d'occupation russe, les ferry-boats ont été détournés sur Gdynia, en Pologne. Mes compagnons de voyage à bord du *Starke* sont des Polonais, des Hongrois, des Roumains, des Bulgares, etc., qui s'en vont visiter la famille restée au pays et qui, tous, arborent de beaux passeports verts américains, grâce à quoi ils sont à peu près sûrs de revenir... Je note aussi sur la liste des passagers un certain nombre d'Américains aux origines purement anglo-saxonnes. Ce sont des adhérents de la secte protestante des Ménodites. Au cours de la guerre, ils acquirent, sous le nom de *Conscientious Objectors*, une certaine notoriété. Le gouvernement des Etats-Unis tint compte des scrupules qui leur interdisaient d'attenter à la vie de leur prochain et ne les força pas à revêtir l'uniforme. Aujourd'hui, pour prouver leur reconnaissance à l'Oncle Sam, les *conchies* ont accepté de s'exiler volontairement pendant six mois dans les campagnes polonaises afin d'en-

Essayer de convaincre les paysans et les habitants des tracteurs qui arrivent d'outre-Atlantique ainsi que les derniers perfectionnements de l'agriculture américaine.

Tous les différents groupes ne frayent guère entre eux. Et bien que je m'efforce d'écarter de mon esprit des préjugés d'autant plus injustifiés que nous ne sommes même pas encore en vue des côtes de la Pologne, je jurerais cependant que les 150 passagers du *Starke*, évoluent d'ores et déjà dans une vague atmosphère de méfiance...

LE GRAND HOTEL DE SOPOT.

Il fait nuit lorsque, par une brume pluvieuse, le navire fait son entrée dans la rade artificielle de Gdynia, laissant à bâbord l'ombre gigantesque et sinistre du croiseur de bataille allemand *Gneisenau* à moitié submergé, et à tribord la lamentable épave du vieux cuirassé *Schleswig Holstein*, dont les obus, s'abattant sur la *Westerplatte* à l'aube du 1^{er} septembre 1939, fauchèrent les premières vies polonaises.

Scrutant les ténèbres, je repère deci delà les formes de *liberty ships*

aux initiales gigantesques de l'U.N.R.R.A. Nombreux aussi sont les cargos sur lesquels flottent les différents pavillons scandinaves. Par contre, je ne relève sur aucun d'eux les couleurs de l'U.R.S.S., non plus d'ailleurs que celles de la Pologne. Quant à Gdynia elle-même, il semble que l'on s'y éclaire aux chandelles; c'est à peine si, en vue de la rade, je relève à de grands intervalles une vingtaine de timides luciers. L'accostage s'opère dans le plus grand silence, un silence brutalement rompu au moment où le *Starke* s'amarré le long du quai. Il se produit alors une véritable invasion de douaniers portant un hi deux uniforme vert réséda, de policiers en tenue noire, de soldats et d'officiers de l'armée régulière vêtus de kaki et portant l'étrange képi carré de la période d'avant guerre.

Cet impressionnant déploiement de forces n'a pourtant pas le don de hâter les fastidieuses formalités de passeport. Je me fais successivement accrocher par trois sbires qui s'achar-

Ci-dessous : La tombe du soldat inconnu, gardée par trois fonctionnaires.



ment à me parler polonais. Avec non moins de constance, je leur réponds tantôt en français, tantôt en anglais. Ne voyant pas d'issue à cette situation grotesque, je finis par arracher mon passeport des mains d'un civil plongé dans l'étude d'un visa suisse vieux d'un an. Eberlué par mon peu de respect, il ne songe pas à me retenir et j'en profite pour me diriger à l'autre bout de la salle. Un caporal est là, solitaire, assis à une table. « Cachet » lui dis-je. « Mais oui, Monsieur ! » me répond-il en excellent français. Un instant plus tard, le visa d'entrée est apposé avec d'autant plus d'enthousiasme que mon petit caporal a vécu longtemps en Belgique.

— J'avais un bon emploi dans une usine de Montignies-sur-Sambre.

— Pourquoi l'avez-vous quitté ?

— Parce qu'on m'en offrait un meilleur ici, en Pologne.

— L'était-il vraiment ?

— Non ! Puisque, après trois mois dans les mines de Silésie, j'ai préféré m'engager dans l'armée. Et cependant, Dieu sait si l'armée est actuellement un pis-aller.

— Aimeriez-vous retourner en Belgique ?

— Oui, mais ce n'est plus possible, d'abord parce qu'on ne me laisserait pas sortir de ce pays, et ensuite parce que, même si j'y réussissais, vos autorités me refuseraient un nouveau permis de séjour.

— Qu'en savez-vous ?

— Nos chefs le disent.

Je quitte, songeur, mon petit caporal désabusé. Ainsi donc, malgré son expérience des pays occidentaux, il est prêt à prendre pour vérité d'évangile les dires de ses supérieurs. Si tant est qu'il traduise l'opinion de l'homme de la rue dans la Pologne de 1947, je suis prêt à reconnaître que Monsieur Bierut et consorts peuvent dormir en paix. Grâce à Dieu, les événements se chargeront bientôt de me détromper...

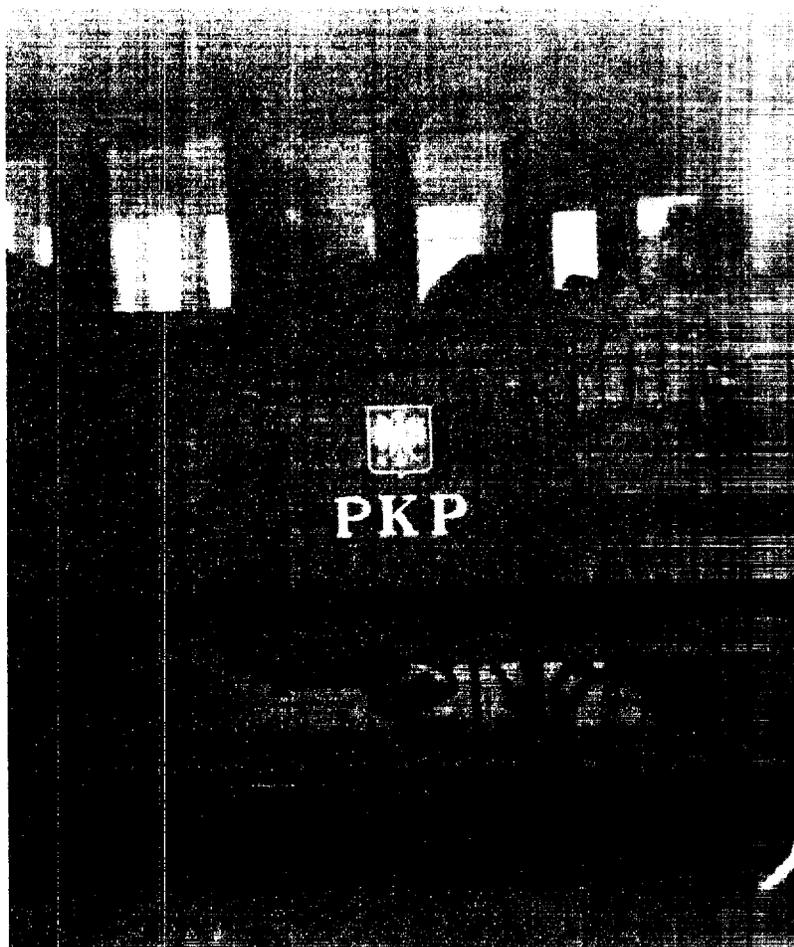
En attendant, il s'agit de trouver un hôtel. Ceux de Gdynia étant perpétuellement comblés, il ne me reste qu'à héler un taxi et à me faire conduire en dehors de la ville, mais non sans m'être au préalable informé du prix de la course. Ici, on paye en se basant sur sa montre et non sur le compteur kilométrique. Une course de dix minutes vaut, paraît-il, trois cent zlotys, pourboire inclus. Dûment prévenu, je décide de me faire conduire au Grand Hôtel de Sopot. Sopot est une station balnéaire, située jadis sur le territoire de la Ville Libre de Dantzig et qui, avant 1939, était en passe de devenir la plage la plus fréquentée de la

Baltique. Vingt minutes à peine la séparent de Gdynia. Mon chauffeur devrait donc, en bonne logique, me réclamer 600 zlotys. Au lieu de cela, il m'en demanda 1200. Sans sourciller, je lui compte six coupures de 100 zlotys et fais le geste d'ouvrir la porte. Non seulement l'autre n'a pas protesté, mais voici même qu'il vient m'aider à descendre puis à porter mes bagages dans le hall de l'hôtel. Tant d'amabilité souriante à un moment où j'attendais de rageuses vociférations me désarme. Je me sépare donc de mon étrange chauffeur en lui tendant un paquet de Camel. Il paraît ravi, et je ne le suis pas moins, car il me semble déjà comprendre un peu mieux le caractère à la fois versatile et chatouilleux de la nation polonaise.

Le Grand Hôtel de Sopot passe aujourd'hui pour le plus vaste de toute la Pologne. Dans son hall généreusement illuminé, règne l'atmosphère agitée, brillante et plus ou moins « snob », que l'on retrouve invariablement dans tous les palaces internationaux. Portiers en tenue chamarrée, petits chasseurs attentifs à vos moindres gestes, bureau de change, etc. Sur une longue table,

on a disposé les journaux d'une demi-douzaine de pays. Détail intéressant. La pile des quotidiens et revues soviétiques paraît à peu près intacte. Par contre, *Time* et *Life*, dont cent exemplaires parviennent chaque semaine au « Grand Hôtel » sont habituellement enlevés deux jours après leur arrivée. Je relève encore à côté d'une quinzaine de publications polonaises, la présence du *Times* et du *Daily Express* de Londres, de la *Weltwoche* de Zurich, de l'hebdomadaire parisien communisant *Action*, ainsi que du supplément hebdomadaire du *Monde* : *Une Semaine dans le Monde*. Sous la signature d'André Pierre, j'y note un article qui met ouvertement en doute le caractère démocratique des élections polonaises, néanmoins le journal a été admis dans le pays. Un bon point à l'actif de la censure de la presse...

Une fort belle chambre avec salle de bains me reviendra à 1.400 zlotys. Le gibier amateur de devises solides paraissant aussi abondant en Pologne que dans le reste de l'Europe, je n'ai aucune peine à changer mes couronnes suédoises à un cours avantageux. Le prix de ma chambre



Cicentre : Ce wagon de 3^e classe appartient à l'origine aux chemins de fer belges. Il fut volé par les Allemands, puis « libéré » par les Polonais qui le timbrèrent de l'« PKP ».

me para... Approved For Release 2006/02/01 : CIA-RDP83-00415R000400010043-8
 mais, avant de tirer une conclusion, il importe de ne pas perdre de vue que cette somme dépensée en une nuit équivaut à plus du quart du salaire mensuel d'un ouvrier. Au cours des vingt-quatre heures qui suivront, je découvrirai qu'avec le petit déjeuner à 600 zlotys et le dîner à 1.000 zlotys, quelques pourboires et quelques extras, j'arriverai sans aucune difficulté à un total approchant de 5.000 zlotys. En un jour, j'aurai donc dépensé ce que le commun des Polonais gagne en un mois. L'hôtel n'abritant jamais moins de 200 clients et nombre de ceux-ci étant assez naïfs pour changer leurs dollars, couronnes et francs suisses au bureau du hall d'entrée, il n'y a rien d'étonnant à ce que le gouvernement polonais se soit hâté de nationaliser cette fructueuse entreprise qu'est le *Grand Hôtel de Sopot*...

Il n'est pas douteux que le marxiste de stricte observance débarquant en Pologne pour y admirer les nobles réalisations du parti communiste, ne doive ressentir une singulière déception en passant sa première nuit dans l'immense salle à manger du *Grand Hôtel*. Dans la plus pure tradition des pays capitalistes, il y verrait circuler des garçons vêtus d'impeccables vestons blancs et de pantalons noirs au pli rectiligne. Il y découvrirait un maître d'hôtel qui les dirige avec la maîtrise et l'exquis savoir-vivre de ses collègues de tous les *Ritz*, *Savoy* et *Claridge* des deux mondes. Sur le menu, il n'aurait qu'à choisir entre le *Caviar de Trébizonde* et le *Consommé Sultane*, entre la *Timbale Escoffier*, le *Châteaubriant béarnaise* et la *Pêche Melba Suprême*. L'horreur de notre rigide doctrinaire atteindrait sans doute au paroxysme, s'il entendait l'excellent orchestre entamer une très bourgeoise valse de Strauss, au son de laquelle glissent sur la piste de danse des hommes en tenue de soirée ou en grand uniforme et des dames gainées dans des robes du soir que ne renierait point la rue de la Paix. Sans doute, parmi ces danseurs, y a-t-il bon nombre de diplomates qui ont abandonné pour quelques jours les ruines de Varsovie en faveur du littoral balte, d'officiers américains attachés à de vagues commissions de contrôle, de civils suédois appartenant à des organismes de bienfaisance et qui tentent d'oublier, la nuit, toutes les souffrances qu'ils ont côtoyées le jour. Mais, il y a également des Polonais et je ne suis nullement surpris d'apprendre que plusieurs d'entre eux appartiennent à l'U.N.R.R.A., laquelle, soit dit sans vouloir diminuer la valeur des bienfaits qu'elle a pu prodiguer, se révèle sous bien des rapports comme l'une des plus vastes entreprises d'escroquerie de l'après-guerre.

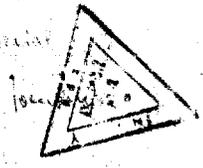
Polska Partia Robotnicza

Komitet Centralny

Warszawa, dn 15...

194 r.

*Parce hypocrisie...
 pour l'opération...*



Ce qui est plus curieux encore, c'est de découvrir au sein de cette clinquante compagnie des officiers de l'armée et même deux députés au *Sejm*, la nouvelle Diète polonaise. Etant donné que le traitement d'un général ne dépasse en aucun cas 25.000 zlotys par mois et que celui d'un député n'excède pas 15.000 zlotys, j'en déduis qu'en Pologne comme à peu près partout ailleurs, ceux qui détiennent un minimum d'autorité trouvent toujours à s'alimenter grâce à une multitude d'« à-côtés »...

EN SLEEPING VERS VARSOVIE.

La division des classes sociales n'apparaît jamais mieux que dans les bateaux et les chemins de fer. C'est ainsi que l'express de Gdynia à Varsovie constitue actuellement la plus parfaite synthèse de la nouvelle Pologne. Les classes populaires s'entassent dans des « troisièmes » sordides où la cohue dépasse de loin ce que nous connûmes de pire dans les transports en commun. Le petit nombre de compartiments de « seconde » symbolise parfaitement la disparition rapide des classes moyennes en Pologne. Par contre, un wagon entier de première est presque complètement occupé par des officiers de l'armée, qui sont en passe de devenir les aristocrates du régime. Enfin, tout à l'arrière du train, se trouve accroché le wagon-lit de la Compagnie internationale. Des étrangers l'occupent et aussi quelques officiers polonais que leurs ordres de mission dispensent de payer le prix élevé de la location. Evidemment, ce wagon est complet au passage de Sopot, mais comme partout ailleurs, le billet de banque, discrètement glissé dans le creux de la main, opère d'authentiques miracles.

Sans histoire pour moi, ce voyage de douze heures n'en a pas moins été fertile en incidents pour quelques-

Ci-dessus : Ceci est le « pass » que réussit à obtenir — nous ne dirons pas comment — notre excellent collaborateur Alain de Puelle et qui lui permit de s'introduire au siège du Parti Communiste polonais, gardé militairement par une compagnie entière de soldats armés jusqu'aux dents...

uns des voyageurs. Six d'entre eux qui avaient décidé d'économiser le prix du billet en voyageant sur le toit du fourgon ont été pris à partie par le garde. Celui-ci leur intima l'ordre de descendre, mais les resquilleurs se contentèrent de le narguer. On me raconta que, lors de précédents voyages, le garde avait fait stopper le train mais, chaque fois, les passagers non payants étaient parvenus à s'égailler dans la campagne. Bien décidé cette fois à « faire un exemple », le garde, après deux sommations, a tiré le revolver qu'il porte comme tous les fonctionnaires de l'Etat et a fait feu sur les six individus. Pris de panique, l'un d'eux a sauté du wagon et est allé s'écraser sur la voie, cependant que, fort penauds, les cinq autres venaient se rendre au chef de train. Personne ne s'occupa de savoir ce qu'il était advenu au fugitif. « Je crois et j'espère qu'il s'est cassé les reins ! » déclara le garde à qui voulait l'entendre. Ce fut là toute l'oraison funèbre du disparu dont la perte fut de toute façon compensée par l'arrivée inopinée d'un nouveau-né qui prit l'heureuse initiative de faire sortir sa mère des infectes troisièmes pour qu'elle pût accomplir le restant du voyage dans la douce atmosphère du wagon-lit.

Ces petits événements n'ont, paraît-il, rien d'extraordinaire en Pologne et les voyageurs semblent s'en soucier fort peu, cependant qu'à la confortable allure de 50 kilomètres à l'heure, notre train traverse une campagne plate et triste où la boue ne cesse d'alterner avec des plaques de terre pelée. Les ruines de Bydgoszcz.

Torun et K&tho, rapidement entrevues, ne sont pas faites pour corriger la lugubre impression qui se dégage de ces régions de la Pologne. Aussi est-ce avec un soupir de soulagement que, vers six heures du matin, je vois apparaître à l'horizon les faubourgs de Varsovie. Après quelques minutes cependant, je m'aperçois que ce que je prenais pour les premières habitations de la capitale n'est en fait qu'une longue et sinistre succession de façades derrière quoi s'amoncellent des éboulis de toits et d'étages systématiquement dynamités par les Allemands. Interminable, immense, obsédant, le panorama des ruines de Varsovie s'allonge à mesure que notre train s'engage vers le cœur de ce qui, il y a une décade seulement, était encore la plus grande ville de Pologne et l'une des cités les plus gaies du vieux continent.

Complètement pulvérisée et sacagée par les Allemands, lors de la grande révolte de septembre 1944, l'ancienne Gare Centrale n'a même pas encore été touchée par les déblayeurs. Les destructions de Varsovie sont, en effet, tellement étendues qu'il faut parer au plus pressé et que les Polonais, plutôt que d'employer une main-d'œuvre précieuse à déblayer la monstrueuse pile de débris qui s'élève sur l'emplacement de l'ancien terminus, ont préféré créer de toute pièce une nouvelle station provisoire. Quelques quais ont donc été hâtivement jetés. Ces lamentables déchets d'humanité que, dans les périodes troublées, on retrouve toujours aux abords des gares, y traitent leur misère.

A peine suis-je sorti de la nouvelle station, que s'offre à moi un spectacle que je serais tenté de qualifier de méditerranéen s'il n'était dominé par la voûte grise et triste d'un ciel d'hiver. La grande place qui me fait face n'est entourée que de façades béantes et sinistres. La mort, qui est passée par là trois ans plus tôt, y règne toujours en maîtresse. Par contre, c'est la vie qui a pris possession du centre de cette place, une vie misérable mais grouillante, une vie sale, triste, brutale et cependant bruyante et animée par la volonté de remonter le courant qui, par une sorte de fatalité tenace, entraîne depuis si longtemps la Pologne vers des catastrophes toujours renouvelées.

Parmi les quelque deux cents caïèches, victorias, tilburys, charrettes à bras et simples brouettes rangés sur la place, je choisis un antique fiacre. Où aller à présent ?...

Le cocher se charge de résoudre mon incertitude : « Polonia » lance-t-il, et, sans même attendre que je lui marque mon assentiment, il fouette ses deux maigres haridelles.

(A suivre.)

A TOUS NOS LECTEURS

AVIS TRÈS IMPORTANT

Si vous passez vos vacances en Suisse, vous trouverez « Europe-Amérique » en vente partout, au prix de 75 cts suisses.

Pour le cas où vous passeriez vos vacances en France — où notre magazine est toujours interdit à la vente — nous avons créé un service spécial d'abonnements correspondant à la durée de votre séjour.

Versez à notre compte de chèques postaux n° 302.68 — Revue Europe-Amérique, Bruxelles — la contrevaletur exacte du nombre de numéros que vous désirez recevoir par la poste, sur la base de 7 fr. belges par numéro. Joignez-y votre adresse complète en France, et nous vous ferons parvenir ces numéros à nos frais, de manière à ce que vous les receviez chaque semaine, le jour même de leur parution en Belgique. (1)

Si vous le préférez, nous pouvons également retenir vos numéros à Bruxelles, pendant toute la durée de votre séjour à l'étranger, et vous les ferons parvenir en bloc dès votre retour.

N'oubliez pas qu'une collection W « Europe-Amérique » constitue la meilleure documentation actuelle sur les grands événements du monde.

(1) BULLETIN A RECOPIER et à adresser à « EUROPE-AMERIQUE », 12, rue des Princes, Bruxelles :

Veillez me faire parvenir « EUROPE - AMERIQUE » à partir du jusqu'au soit au total numéros de votre magazine, à l'adresse suivante :

Je verse à votre compte chèques postaux n° 302.68 — REVUE EUROPE-AMERIQUE, BRUXELLES — la contrevaletur des numéros demandés, soit frs, sur la base de 7 frs belges le numéro, les frais de port étant à votre charge.

Votre nom,

Votre adresse personnelle.



FRENCH FEARS

General de Gaulle has never looked very comfortable on his fence, but one expected him to sit it out at least till the collapse of M. Ramadier's precarious coalition.

The General has now jumped down with his usual authoritarian fervour. He has demanded a Government endowed with "impartiality, authority and continuity." What France must be given, doubtless by himself, is "efficiency, harmony and liberty." To achieve all this, a war has to be waged against the Fourth Republic in general and the Communists in particular.

So much for the General's fanfare. It is over his tactics that doubts arise. His new party (or rally), *Rassemblement du Peuple Français*, cannot win any political power constitutionally till the elections of 1951. Can his passions really contain themselves that long? Or will France find herself faced with yet another of her struggles against dictatorship, yet another effort to cleanse herself of a strain that has bred the Napoleons, Macmahon, Boulanger, and Pétain?

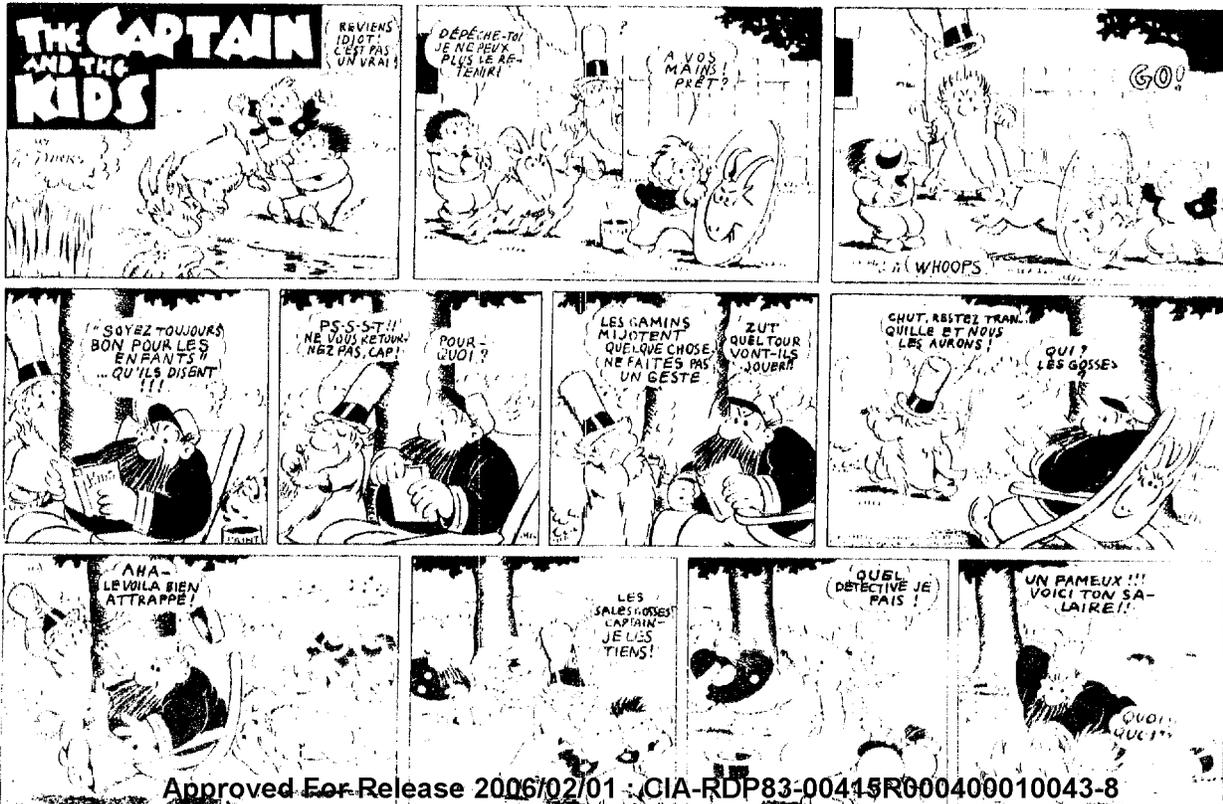
PRINTED BY LUNEA, PARIS

Ci-dessus : L'Armée de S. M. britannique assure l'instruction politique de ses recrues au moyen d'affiches. Voici le texte particulièrement savoureux de l'affiche n° 28 :

• **CRAINTE FRANÇAISES.** -- Le Général de Gaulle n'a jamais semblé se sentir très à l'aise entre deux chaises, mais on s'attendait à ce qu'il restât tranquille au moins jusqu'à la chute de la précieuse coalition de M. Ramadier. Le Général a « mis les pieds dans le plat » avec sa fougue autoritaire habituelle. Il a demandé un Gouvernement

doté à la fois d'« impartialité, d'autorité et de continuité ». Ce que la France doit recevoir de lui — selon lui-même — c'est « l'efficacité, l'harmonie et la liberté ». Pour réaliser ce programme, il faut mener la lutte contre la Quatrième République en général et contre les Communistes en particulier. Autant pour la fanfare du Général. C'est au sujet de sa tactique que des doutes peuvent naître. Son nouveau parti, le « *Rassemblement du Peuple Français* » ne pourrait obtenir constitutionnellement de pouvoir politique

qu'aux élections de 1951. Son ardeur pourra-t-elle être contenue aussi longtemps? Ou bien la France devra-t-elle entrer à nouveau en conflit avec une dictature, et fournir un nouvel effort pour modifier elle-même une situation qui a déjà donné naissance à des Napoléon, Mac Mahon, Boulanger et Pétain? Il va sans dire que cette affiche a causé quelques remous. M. Attlee a promis de faire superviser à l'avenir le matériel pédagogique de l'Armée anglaise...



(Suite de la page 3).

diplomatie, qui était de se maintenir à tout prix « au-dessus de la mêlée ». L'échec ne lui fit pas renoncer aux méthodes chères à M. Molotov. La diplomatie du Kremlin resta ce que les Américains nomment une *tough diplomacy*. On marchandait, on fit du troc diplomatique (sous l'impulsion, comme on sait, de Roosevelt), et l'on adopta définitivement la technique *horse bargaining*. Maintenant que le débat s'est élargi, et que les règles de procédure et l'atmosphère de Lake-Success semblent avoir filtré les ardeurs du début, certaines justifications de la « ligne Litvinov » commencent à réapparaître.

Des observateurs bien au courant de la vie politique de Moscou, ont cru distinguer quelques présages d'un changement d'attitude dans ce sens. On pourrait citer, dans l'ordre : 1) la tournure favorable des entretiens commerciaux avec l'Angleterre (une mission britannique est actuellement à Moscou); 2) la décision soviétique de négocier avec Washington le règlement de la dernière tranche du lend-lease (11 milliards de dollars); 3) la demande de crédits aux Etats-Unis (pour un montant d'un milliard de dollars); 4) la participation assidue des délégués soviétiques aux délibérations de la Commission Economique Européenne.

Mais, aux yeux du public, ces progrès demeuraient bien illusoire, qu'accompagnaient les protestations aussi nombreuses que véhémentes, de la radio et de la presse soviétiques contre les occidentalistes de tout genre. Et il y a un angoissant problème pour tout publiciste n'appartenant pas à la presse communiste de savoir s'il doit, oui ou non, se ranger au nombre des « reptiles de la presse » auxquels la propagande moscovite fait de si sarcastiques allusions. Les moins timorés n'en ont cure, d'ailleurs, et ne partageaient nullement les naïves illusions des distributeurs d'eau bénite qui sont toujours prêts à croire à la bonne volonté et à la sincérité du Kremlin.

Il apparaît en effet à tous ceux qui considèrent avec une anxiété non dépourvue de suspicion les faits et gestes du gouvernement soviétique, que celui-ci s'oppose de la façon la plus nette au relèvement économique de l'Europe. Les âmes sensibles ajoutent que, dès lors, il est dangereux d'accepter une aide américaine unilatérale aux pays d'Europe occidentale, groupés autour de la Ruhr. Et cependant, n'en déplaise à ces nouveaux « Munichois », il n'existe



pas d'autre recours pour les nations d'extrême-occident dès l'instant qu'elles se voient coupées de tout apport des pays d'Europe centrale et orientale. Si la Russie appréhendait réellement la formation d'un bloc occidental elle se serait certainement rendu compte que le plus sûr moyen d'en éviter la création eût consisté à multiplier les liens économiques entre l'Est et l'Ouest, et par conséquent à souscrire aux propositions du général Marshall.

Il est donc prouvé que les anathèmes lancés par la Propaganda-Abteilung de Moscou, et dont la presse à gages dans les pays d'Occident ramasse si bien les miettes ne ressortissent qu'à la guerre des nerfs et ne cachent pas d'appréhension fondée. Entourée par son glacis de satellites, la Russie compte sur les « sixièmes » colonnes qu'elle entretient en France et ailleurs pour faire échouer le plan Marshall. Et probablement aussi sur la crainte qu'elle inspire aux velléitaires qui gouvernent l'Occident. En

Ci-dessus : Les Trois délibèrent, surveillés à distance par le Quatrième. La formule est de Walter Lippman.

... Mais le Premier n'aime pas du tout cette situation...

quoi elle a raison, car il suffit que la France lui soit livrée, comme elle l'est à présent, pour que toutes les promesses dont est grosse la proposition Marshall soient tuées dans l'œuf.

A l'est même du continent, ce n'est d'ailleurs pas la Russie qui souffrira de ce renoncement. Il y a belle lurette qu'elle s'est accoutumée au régime des privations, et les générations d'esclaves qu'elle a dressés ne se plaindront pas. Ceux qui la trouveront mauvaise, ce sont les pays qu'elle tient sous sa coupe. La Pologne et la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Hongrie pour ne citer que ceux-là, n'ont-ils pas également un grand besoin des crédits étrangers ?



Les bonnes raisons alléguées par M. Molotov témoignent de la coutumière mauvaise foi des porte-parole de l'Union Soviétique. Une fois de plus, la Russie se pose en défenseur des opprimés et des économiquement faibles. Et cette fois, négligeant les Etats-Unis, elle s'en prend à l'impérialisme franco-anglais !

D'après M. Molotov, la question de l'aide à apporter par les Etats-Unis a servi de prétexte aux gouvernements français et britannique pour recommander la création d'une organisation nouvelle qui s'arrogerait le droit d'intervenir dans les affaires intérieures de pays souverains, jusqu'à déterminer les caractéristiques de certaines de leurs activités économiques « Bien entendu » s'écrie Molotov dans un vertueux élan d'indignation. « par des réserves faites verbalement, on se défend de toute ingérence dans les affaires intérieures des Etats, mais le fait demeure que

ces Etats perdront leur indépendance financière et économique ».

Primo, ces affirmations fantaisistes ne s'accompagnent pas de l'ombre d'une preuve. Elles sont donc visiblement destinées à l'usage des quotidiens staliniens du monde et formeront, n'en doutons pas, le thème des attaques contre le plan Marshall.

D'autre part, il serait assez commode de poser à M. Molotov quelques questions gênantes sur l'indépendance économique et financière de la Pologne, sur l'intervention soviétique dans les affaires intérieures de la Hongrie, sur les traités de commerce « obligés » que la Finlande, la Roumanie et tant d'autres ont dû signer avec elle et qui les contraignent à se saigner à blanc pour le plus grand bien du paradis des travailleurs.

La vérité n'est pas dans les outrageantes contre-vérités de M. Molotov. La vérité est ailleurs ; elle est dans la volonté bien arrêtée de

l'U.R.S.S. d'empêcher le redressement de l'Europe occidentale, redressement qui se solderait par une désaffection totale des masses travailleuses vis-à-vis de l'U.R.S.S. Le communisme ne plonge pas chez nous de racines profondes, il ne peut se prévaloir de la séduction relative qu'il exerce sur les populations incultes des pays balkaniques accoutumés depuis longtemps à un demi-servage. Le communisme ne se développe en Europe occidentale qu'à la faveur du mécontentement qu'engendrent la dénutrition, le manque de logement, le manque de vêtements, le manque de stabilité politique. C'est ce malaise qu'il faut que l'U.R.S.S. entretienne à tout prix si elle veut continuer d'assurer son expansion idéologique. Vienne la restauration des normes de vie auxquelles nous avons été accoutumés, et c'en sera fait du communisme. C'est aussi bien ce qu'ont compris les Américains. Car le plan Marshall leur apporterait double bénéfice

Approved For Release 2006/02/01 : CIA-RDP83-00415R000400010043-8

ABONNEMENTS

BELGIQUE & CONGO BELGE :

1 an : 300 Frs ; 6 mois : 150 Frs

Abonnement spécial par avion au Congo belge :

1 an : 632,40 Frs

6 mois : 311,20 Frs

C. C. Postaux 302.68

Revue « EUROPE-AMÉRIQUE » Bruxelles

SUISSE : 1 an : 35 Frs suisses

6 mois : 18 Frs suisses

Pour la Suisse, les abonnements doivent être souscrits auprès de MM. Naville & C^{ie}, 5-7, rue Lévrier, à Genève.

Au point de vue économique, il permettrait d'augmenter le volume d'échanges des producteurs américains, et au point de vue politique, en relevant comme nous l'avons dit le standard de vie des Européens, il empêcherait que le stalinisme fût autre chose que le cheval de bataille d'une minorité d'enragés.

les « autres Etats » comme dit M. Molotov ont d'excellentes raisons de préférer une ingérence amé-

Au demeurant, les réponses de MM. Bidault et Bevin ont fait justice des cabrioles de Molotov. « Je veux encore répéter » s'est écrié M. Bidault, « que nous n'avons nullement l'intention de nous immiscer dans les affaires intérieures d'autres Etats. Tout ce que nous demandons aux pays d'Europe, c'est un bilan... Les chiffres et les statistiques nationales doivent être alignés et comparés si nous voulons accomplir un travail cohérent ». N'est-ce pas le bon sens même ?

Et cette façon délicate de laisser entendre à Molotov qu'il en a menti : « Vous avez dit : vous cherchez un prétexte d'intervention dans les affaires d'autres Etats. J'ai déclaré à plusieurs reprises et j'ai même confirmé par écrit qu'il n'est pas question d'imposer des directives... »

On nous fera d'ailleurs la grâce de croire que la France a assez à faire de balayer devant sa porte, et que

Cl. contre : La proposition Marshall vue de Moscou : « Grand merci ! Pour que ces capitalistes en profitent une fois de plus pour nous envoyer leur sordide camelote ! »



main, anglaise ou même française dans leurs affaires privées, à celle des hordes rouges et des bourreaux de l'N.K.W. D.

Au demeurant, chacun sait, et l'U.R.S.S., la première que l'indépendance des petites nations dans une Europe solidaire ne saurait être qu'illusoire, et que si les Européens veulent vivre, ils sont bien forcés de prendre l'oxygène qu'on leur offre. Cela vaut bien de menues concessions.

M. Bevin, lui non plus, ne l'a pas envoyé dire : « Ce n'est pas la première fois que mon pays fait face à de graves conséquences, mais ce ne sont pas les menaces qui nous détourneront de faire ce que nous considérons comme notre devoir ».

C'est bien là le langage qu'il convient de parler à ces nouveaux venus qui veulent mener l'Europe à la cravache. Le devoir de l'Angleterre, on sait quel il est : contribuer au redressement de l'Europe occidentale dont elle est partie intégrante. Rompre en visière avec le bolchevisme, relever l'Allemagne avec laquelle il faut malheureusement compter. Opposer en un mot, au rideau de fer, un rideau d'acier.



Vacances !
**KNOKKE
LE ZOUTE
ALBERT-PLAGE**
vous invitent !

**C A S I N O
C O M M U N A L**

GRANDS CONCERTS SYMPHONIQUES
VEDETTES INTERNATIONALES

LE P I N G O U I N

LE CÉLEBRE NIGHT-CLUB

Pour des vacances agréables à des prix honnêtes
KNOKKE, LE ZOUTE, ALBERT-PLAGE

Approved For Release

1947 JUL 23 14 12

DANS CE NUMÉRO

LE DESSOUS DES CARTES

